

RÉVOLUTION ou GUERRE

#23

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Janvier 2023



Sommaire

Crise et guerre, facteurs de la lutte entre les classes

Situation internationale

Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires

Communiqué du 9 septembre 2022

Le décès de la Reine Elisabeth et la dynamique de grèves en Grande Bretagne

Réflexions sur les élections de mi-mandat présidentiel aux États-Unis

La voie difficile de l'impérialisme européen (Tendance Communiste Internationaliste)

Débat au sein du camp prolétarien

Réunion publique du comité « non à la guerre sauf la guerre de classe » de Paris

Impasse et contradictions du CCI face au « parasitisme », à la TCI et au GIGC

Renouveau et dynamisme de la publication de la TCI en France

Commentaires sur les Positions de base du GIGC

Lutte contre l'opportunisme

Combattre contre l'introduction de l'anarchisme au sein du camp prolétarien

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/3 euros

Sommaire

| | |
|--|----|
| Crise et guerre, facteurs de la lutte entre les classes | 1 |
| Situation internationale | |
| Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires | 2 |
| Communiqué du 9 septembre 2022 : | |
| Le décès de la Reine Elisabeth et la dynamique de grèves en Grande Bretagne | 3 |
| Réflexions sur les élections de mi-mandat présidentiel aux États-Unis | 5 |
| La voie difficile de l'impérialisme européen (TCI) | 7 |
| Débat au sein du camp prolétarien | |
| Réunion publique du comité « non à la guerre sauf la guerre de classe » de Paris | 12 |
| Impasse et contradictions du CCI face au « parasitisme », à la TCI et au GIGC | 12 |
| Renouveau et dynamisme de la publication de la TCI en France | 12 |
| Commentaires sur les positions de base du GIGC | 18 |
| Débat interne | |
| Combattre contre l'introduction de l'anarchisme au sein du camp prolétarien | 24 |

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avvertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Guerre et crise capitalistes, facteurs de la lutte entre les classes

La guerre en Ukraine s'installe dans la durée. Elle se poursuit dans une escalade de destructions et de massacres massifs. Pour l'heure, il n'est aucun fait matériel qui puisse nous en indiquer l'issue, encore moins la fin. Elle vient s'ajouter à l'ensemble des catastrophes provoqués par le capitalisme et celles, encore plus dramatiques et massives, qu'il prépare et annonce. Il est ainsi facile d'en faire une addition sans véritable lien et encore moins « hiérarchie » entre elles. Ce faisant, chacune aurait sa cause, chacune sa solution, chacune appelant à une mobilisation et une lutte particulière pour ceux qui appellent à ne pas les subir sans réagir. Parmi l'ensemble des conséquences dramatiques et destructrices que la survie du capitalisme implique, le réchauffement climatique et la détérioration de l'environnement sont, sans nul doute, au même titre que la menace de guerre atomique généralisée un danger mortel pour l'humanité. Il est intéressant de relever que la lutte pour l'écologie, la défense de l'environnement, etc., est prônée par presque toutes les forces politiques et sociales bourgeoises, capitalistes ; tout particulièrement par les forces de gauche et gauchistes. Par contre, tout aussi intéressant à noter, aucune force politique bourgeoise, de gauche comme de droite, ne défend la lutte contre la guerre, qu'il s'agisse de la guerre impérialiste en Ukraine d'aujourd'hui, ou bien encore de la marche à la guerre généralisée dont la première est une expression. Bien évidemment, nous ne pouvons pas nous étonner qu'aucune force politique bourgeoise ne défende le principe de l'*Internationalisme prolétarien* à l'occasion de cette guerre comme de toute guerre impérialiste.

Les communistes d'aujourd'hui, c'est-à-dire les organisations, groupes et militants, se revendiquant de la Gauche communiste internationale et de ses combats, en particulier au sein de l'Internationale communiste jusqu'à nos jours, ne nient pas que le capitalisme détruit la planète. Mais ils savent que la supposée lutte pour la défense de l'environnement est vouée à l'impuissance en tant que telle et surtout, pire, à devenir une impasse pour les prolétaires qui s'y laisseraient entraîner. En effet, comme toute supposée lutte particulière tels l'anti-racisme, le féminisme, etc., elle ne fournit pas le terrain et les conditions menant à la destruction du capitalisme ; et en ne désignant pas le sujet particulier de ces luttes, hormis le « peuple » ou encore les bonnes volontés, elle ne peut qu'entraîner sur le terrain interclassiste et, donc, de la collaboration entre les classes. C'est-à-dire remettre l'initiative et le contrôle de ces supposées luttes à la classe capitaliste, celle-là même qui est la cause et le facteur du mal. N'est-ce pas l'ensemble des États capitalistes qui relancent les centrales à charbon et se disputent les

ressources fossiles, le gaz en particulier, depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine ?

Par contre, les communistes savent que la lutte contre la guerre impérialiste fournit le terrain et les conditions du combat pour la destruction du capitalisme. Et qu'elle désigne très clairement le sujet révolutionnaire de ce combat, la classe exploitée, le prolétariat international, du fait que la perspective de guerre généralisée produite par la crise capitaliste elle-même révèle au grand jour l'antagonisme de classe entre bourgeoisie et prolétariat. En effet, aux attaques contre les conditions de vie des travailleurs salariés, des prolétaires, que la bourgeoisie impose du fait de la crise, viennent s'ajouter maintenant celles, directes et massives, dues aux nécessités de la guerre d'aujourd'hui, celle d'Ukraine, et surtout celles de la marche à la guerre généralisée. Contrairement à la supposée lutte pour la défense de l'environnement, la lutte contre les effets de la crise et de la guerre fournit le terrain de l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie.

On peut, en tant que prolétaire ou travailleur salarié et dans une lutte collective, lutter contre les effets de la crise et de la guerre, contre les sacrifices en tout genre qui nous sont imposés, et nous seront chaque fois plus imposés, au nom des deux. Ce faisant, les luttes prolétariennes freinent et vont freiner la marche à la guerre généralisée tout comme elle repoussent ou limitent les attaques dues à la crise d'une part ; et, d'autre part, elles peuvent ouvrir la voie à la réponse révolutionnaire, à la destruction du capital, à commencer par son État, et à l'instauration du communisme, société sans marchandise, sans argent, sans division du travail, sans exploitation, sans classes donc, et ainsi maîtrisant la production de richesse sociale en fonction des besoins et non du profit. « *Le communisme, abolition positive de la propriété privée, (...) est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature...* »¹

Tel est l'objet de notre combat, de notre regroupement organisé et de notre lutte pour que le prolétariat international se dote de sa direction historico-politique, de son parti mondial. Celui-là même qui portera haut et fort l'exigence d'insurrection et de dictature prolétariennes, préalables à l'instauration du communisme, et en indiquera au mieux la voie et les moyens.

L'équipe de rédaction, le 28 décembre 2022

¹ . K. Marx, *Manuscrits de 1844*, Éditions sociales, 1972.

Situation internationale

Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires

Depuis le printemps dernier, en lien non seulement avec la crise mais aussi avec la guerre en Ukraine et ses conséquences, directes ou indirectes, sur les conditions de vie du prolétariat international, une dynamique de reprise des luttes ouvrières tend, certes lentement, à s'affirmer et à se développer. C'est au Royaume Uni que cette dynamique s'est le plus exprimée. Nous ne pouvons pas expliquer ici pourquoi, sans ignorer, ni sous-estimer d'autres luttes ouvrières et révoltes sociales au niveau international², nous pensons que le prolétariat en Grande-Bretagne s'est situé, et se situe encore, à l'avant-garde de la reprise ouvrière, aussi modeste soit-elle en soi. Il s'agit donc d'une première expérience, dans la période ouverte par la guerre, pour les forces révolutionnaires tant du point de vue de la compréhension des dynamiques de confrontation entre les classes que de l'intervention qu'elles doivent mettre en avant afin d'assumer au mieux le rôle pour lequel le prolétariat les produit : celui de direction politique.

Voilà pourquoi nous publions ci-après le communiqué que nous avons mis sur notre site web et envoyé à nos contacts et aux groupes du camp prolétarien. Il est daté du 9 septembre. S'il est dépassé quant aux cours des événements eux-mêmes, des faits, il nous semble qu'il reste un moment de cette mobilisation ouvrière – l'intervention des groupes communistes, aussi limitée soit-elle, fait partie intégrante des luttes ouvrières. Rappelons que le printemps et l'été avaient vu une série de grèves sauvages éclater au Royaume Uni, débordant dans un premier temps les syndicats ; puis les obligeant à organiser dans l'urgence des grèves légales par secteur de 24 à 48 heures pour essayer de canaliser et contrôler la combativité ouvrière croissante. C'est courant août que nous avons publié un tract, Pour l'augmentation des salaires, se mettre en grève partout et maintenant !³, appelant l'ensemble des travailleurs du pays à entrer en grève sans attendre. En particulier, sans attendre le soit-disant « automne chaud » que les syndicats opposaient comme alternative à l'entrée en lutte massive de manière immédiate. Cette orientation a soulevé quelques critiques, en particulier celle selon laquelle « les travailleurs [n'ont pas] besoin qu'on leur dise de se mettre en grève d'autant que la situation va encore s'aggraver. » Nous y avons répondu alors dans Réponse à quelques posts critiques sur notre intervention⁴ en essayant de présenter notre conception et méthode d'intervention dans les luttes

ouvrières. En gros, nous estimions alors qu'attendre l'automne laissait le champs libre à la bourgeoisie et ses syndicats pour se préparer et pour baliser le terrain avec une planification à l'avance de journées d'action syndicale divisées par secteur et corporation et dans le temps – par grèves de 24 ou 48 heures ; et ainsi pour briser définitivement la dynamique de grève de masse que les grèves sauvages de l'été préfiguraient.

Et puis... la reine Élisabeth II est décédée. Il était clair pour nous que cet événement, pure contingence, indépendant de l'affrontement de classe particulier en cours, ne pouvait que briser la dynamique en cours. C'est l'objet du communiqué qui suit et qui était de notre responsabilité politique, « responsabilité de parti », d'assumer jusqu'au bout puisque nous avons appelé à la grève le 20 août. Depuis lors, à l'appel et sous le contrôle des syndicats, les grèves – légales – sont reparties en Grande-Bretagne, particulièrement en cette période de Noël et de fin d'année. Elles touchent de nombreux secteurs, la santé, les chemins de fer, la poste, l'éducation qui sont appelés à faire grève les uns après les autres. De toute évidence, c'est l'ensemble de l'appareil d'État, gouvernement, partis politiques, syndicats, média, y compris l'appareil répressif, qui se sont préparés pour rendre impuissante et saboter toute réponse ouvrière généralisée et unie. Ainsi, le prolétariat en Grande Bretagne a perdu l'initiative face à la bourgeoisie et ne pourrait aujourd'hui la reprendre qu'au prix d'un affrontement ouvert et frontal aux syndicats et au risque d'une répression massive – le gouvernement ne menace-t-il pas déjà de déclarer illégales les grèves dans certains secteurs ?⁵ Malheureusement, il est peu probable qu'il en soit capable aujourd'hui – nous n'avons aucune indication ou fait matériel nous incitant à croire le contraire.

Notre intervention si nous avons une section ou des militants sur place ? Nous n'appellerions pas à la grève massive par voie de tract comme nous l'avons fait en août. Là où la combativité continue à s'exprimer, essentiellement derrière les syndicats et leur journée d'action, nous participerions aux grèves bien sûr et essaierions de regrouper les travailleurs les plus combatifs et les plus conscients du travail de sabotage des syndicats afin qu'ils puissent se rassembler, intervenir auprès de leurs camarades de travail et agir pour avancer les alternatives particulières – voire locales – aux journées d'action syndicale ; en particulier en prônant toute action concrète, y compris la grève et des manifestations de rue, visant à dépasser les divisions corporatistes.

RL, le 29 décembre 2022

² . Nous n'avons pas la place ici pour fournir notre position sur le mouvement social et les grèves ouvrières en Iran, pourtant d'une importance internationale de premier plan. Nous renvoyons nos lecteurs aux articles du camp prolétarien, par exemple ceux de la TCI.

³ . <http://www.igcl.org/Dynamique-de-greves-sauvages-au-804>

⁴ . <http://www.igcl.org/Reponse-rapide-et-incomplete-a>

⁵ . Il en fut de même aux États-Unis où le gouvernement et le Sénat ont déclaré illégale la grève, pourtant ayant respecté le cadre légal suite à un vote largement majoritaire (99% !), dans les chemins de fer.

Communiqué du 9 septembre 2022

Le décès de la reine Élisabeth et la dynamique de grèves en Grande Bretagne



Les syndicats britanniques suspendent leur action de grève suite au décès de la Reine Elizabeth » (Agence Reuters, 8 septembre 2022⁶). Dans la mesure où nous avons rédigé un tract d'agitation⁷ à l'attention des prolétaires du Royaume Uni en date du 20 août, il est de notre responsabilité politique, si nous voulons être conséquents avec la *méthode de parti* de prendre en compte l'évolution de la situation, en particulier du changement opéré par le décès de la reine Élisabeth, *contingence* devenant facteur de rupture de la dynamique de lutte des classes en cours au Royaume Uni, et d'avertir les prolétaires du maintien ou non de nos orientations et mots d'ordre antérieurs.

Dès l'annonce de la mort d'Élisabeth II, il était hautement probable que le décès, la période de deuil national, le matraquage médiatique, politique et idéologique qui s'est immédiatement enclenché allait inévitablement marquer un coup d'arrêt à la dynamique de grèves ouvrières en cours au Royaume Uni. À peine le décès rendu public, les syndicats britanniques se précipitèrent pour annoncer la *suspension* des journées de grèves syndicales prévues ; celles-là mêmes que les syndicats avaient mises en place les unes après les autres, secteur par secteur, secteur après secteur, afin de prendre le contrôle de la combativité ouvrière qui s'était exprimée, courant mai-juin surtout, par une dynamique de grèves dites *sauvages*, non officielles, sans préavis syndical ; celles-là mêmes qu'il avaient soumises au vote des travailleurs pour qu'elles soient légales, officielles mais qui n'ont besoin d'aucun vote pour être annulées.

N'ayant pas de présence militante au Royaume Uni, il nous est difficile de saisir l'état d'esprit immédiat qui peut régner dans les rangs ouvriers, sur les lieux de travail, dans les grèves et les piquets de grève. En particulier, au moment où nous écrivions notre tract du 20 août, il nous était difficile de saisir si les journées d'action syndicale de la fin août représentaient une tentative de reprise de contrôle des syndicats sur la dynamique de grèves ou bien si ces journées venaient couronner la maîtrise de cette dynamique par les syndicats, voire son étouffement. Néanmoins, convaincus que la ligne d'affrontement ne pouvait se situer alors, au mois d'août, qu'autour de l'extension et la généralisation de la lutte nous appelions l'ensemble des prolétaires en Grande Bretagne à se lancer dans la grève « sans attendre » ; sans attendre que les syndicats aient définitivement conclu leur opération ; sans attendre les journées d'action de « son » secteur. Nous les appelions

également à poursuivre la grève après la fin de la journée d'action dans un secteur ou une entreprise particulière. Ce faisant, ils se seraient élevés contre la contre-offensive syndicale, qu'elle fut une simple tentative de reprise de contrôle ou bien le point d'orgue de cette reprise en main. Pour autant aujourd'hui, il n'est nul besoin de présence militante locale pour relever que la dynamique qui était en cours, qu'elle fut toujours en devenir ou déjà sur le déclin, ne peut qu'être interrompue suite au décès d'Élisabeth II. Et donc que les orientations et les mots d'ordre que les avant-gardes communistes, le *parti* de demain, doivent avancer ne sont déjà plus les mêmes.

En effet, et sur la base de notre évaluation du rapport de force général entre bourgeoisie et prolétariat, que ce soit au niveau international ou même simplement britannique, et comme l'avait confirmé les grèves *spontanées* et *sauvages* de mai-juin, il était possible – c'était un enjeu politique de la situation immédiate concrète, de la confrontation entre les classes – que les fractions les plus combattives du prolétariat en Grande Bretagne s'engagent, plus ou moins directement, dans l'affrontement ouvert aux syndicats pour la conduite des grèves et en opposition à leur tactique de journées d'action. D'où notre intervention et nos mots d'ordre du 20 août. Or, depuis hier, le niveau d'engagement et de lutte est devenu beaucoup plus exigeant pour le prolétariat en Grande Bretagne car le rapport de force lui est devenu beaucoup plus défavorable. Le cours des événements n'est plus du tout, de manière immédiate et pour le moment, en sa faveur.

Poursuivre les grèves ou se lancer dans la lutte, c'est maintenant s'affronter ouvertement et frontalement à l'ensemble de l'appareil d'État qui est mobilisé autour de l'union et du deuil national. Toutes ses forces sont tendues à l'extrême pour entraîner le *peuple britannique* dans l'émotion et l'unité nationale autour de la monarchie. Il en résulte inévitablement que la *sympathie* que pouvait manifester *l'opinion publique* – c'est-à-dire l'ensemble du prolétariat et des couches petites-bourgeoises – courant août, voire jusqu'à hier, à l'égard des grévistes et l'inquiétude par rapport aux ravages de l'inflation ne peuvent que s'atténuer fortement, si ce n'est disparaître, et isoler les quelques prolétaires, ou minorités, qui se risqueraient à la grève dans les jours qui viennent. Il en résulte que les potentialités d'imposer un rapport de force à la bourgeoisie la contraignant à reculer sur ses attaques, en particulier en *acceptant* des augmentations générales de salaires face à l'inflation, se retrouvent fortement réduites, si ce n'est anéanties pour l'immédiat. De même, les potentialités d'extension, de généralisation et d'unification des

⁶ . <https://www.reuters.com/world/uk/uk-rail-union-suspends-strike-sept-15-17-after-death-queen-elizabeth-2022-09-08/>

⁷ . <http://igcl.org/Dynamique-de-greves-sauvages-au-804>

grèves sont tout autant réduites, sans doute annihilées pour l'instant. Le moment favorable pour se lancer dans la grève et pour les étendre est donc passé. Reconnaître l'inversion de dynamique, de cours des luttes, que le décès de la reine vient provoquer – si elle n'était pas déjà en voie de se faire du fait du renforcement du contrôle syndical – ne préjuge pas d'un autre renversement de dynamique dans les semaines ou mois à venir. Mais reconnaître cette inversion nous amène, et devrait amener toute organisation communiste voulant assumer le rôle de direction politique effective, à adapter ou changer les orientations et mots d'ordre antérieurs; dans notre cas ceux que nous avançons le 20 août.

La mort d'Élisabeth II, facteur contingent, est donc venu interrompre la dynamique de grèves qui était en cours depuis mai au Royaume Uni. Son utilisation contre les grèves par l'appareil d'État et l'ensemble de la bourgeoisie britannique a sans doute été d'autant plus facilitée par l'apparente – nous semble-t-il – reprise en main de la situation de grèves sauvages et spontanées par les syndicats grâce aux journées d'action du moins d'août. Néanmoins, il n'en reste pas moins qu'il n'y a pas eu défaite, même mineure, du prolétariat durant cet épisode de lutte. La bourgeoisie britannique réussit simplement à interrompre la dynamique qui était en cours. En ce sens, la mobilisation ouvrière contre l'inflation et pour l'augmentation des salaires en Grande Bretagne reste d'actualité et devrait s'exprimer de nouveau dans les mois à venir, sous une forme ou une autre. Du fait de la crise et la guerre impérialiste, de la préparation à la guerre généralisée, du réarmement généralisé et du développement de l'économie de guerre, les attaques contre les prolétaires ne vont pas, elles, s'arrêter. Et les premières déclarations de la nouvelle Première ministre Liz Truss sont certainement venues ôter les derniers doutes qui pouvaient subsister. Donc, si la dynamique de lutte et de grèves qui prévalaient cet été en Grande Bretagne appartient sans doute au passé, il est tout aussi probable qu'elle ne fut que la première bataille d'un épisode de luttes entre les classes en Europe occidentale, voire en Grande Bretagne elle-même. En tout cas, elle n'est pas une défaite qui handicaperait toute reprise des luttes à moyen et court terme.

Il résulte de cette situation, où la dynamique de lutte s'inverse fortement, que la position *attentiste* qui consistait à "attendre un automne chaud et à ce que les grèves se développent mécaniquement" pour intervenir et avancer des orientations et mots d'ordre généraux pour le combat est aujourd'hui anéantie par l'évolution rapide des événements et, surtout, par les initiatives de la bourgeoisie elle-même. S'il était difficile, et sans objet, de spéculer sur la possibilité de tout événement *contingent* comme le décès de la reine, dans l'analyse de la dynamique du rapport de forces entre les

classes au Royaume Uni, il n'en reste pas moins que la prise en compte de l'action des syndicats contre les grèves étaient un élément de la situation dont il fallait tenir compte, sauf à oublier que la *lutte de classe* est la *lutte entre les classes*, et qui exigeait la mise en avant d'orientations générales et de mots d'ordre d'action immédiate sans attendre. Nul doute qu'il s'agisse là d'une première expérience de lutte – et de dynamique de *grève de masse* – pour les jeunes générations de révolutionnaires à qui il leur appartient de tirer les premiers enseignements quant au rôle des avant-gardes communistes, en particulier pour assumer la direction politique effective des luttes ouvrières.

L'heure n'est donc plus pour les communistes d'appeler massivement à la grève et à son extension pour l'immédiat au Royaume Uni, comme nous le faisons encore le 20 août dernier⁸. « *Si cela va sans dire, cela ira encore mieux en le disant* » selon la formule de Talleyrand : si des prolétaires se lancent dans la grève malgré tout, nous les soutiendrons et les appuierons au maximum, tout en limitant l'étendue des mots d'ordre et de l'action que nous lancerons. De même, des militants révolutionnaires peuvent être amenés à appeler à la grève dans tel ou tel lieu de travail en fonction de la situation et des potentialités locales et alors il est de leur devoir de le faire... en tenant compte du fait que les possibilités d'extension et de *sympathie* active à l'endroit de leur grève se sont fortement réduites. Mais, nos mots d'ordre généraux, *de parti*, de l'heure – c'est-à-dire pour ce 9 septembre et sous réserve de tout nouveau événement venant modifier le cours des événements, voire d'une contingence toujours possible – sont plutôt d'appeler les prolétaires combattifs à se regrouper en comité de lutte afin de mobiliser et préparer au mieux l'épisode suivant de l'affrontement en cours et dont nous venons de vivre le premier épisode. Notre intervention *de parti* au Royaume Uni fait passer sa priorité de l'*agitation* à la *propagande*, visant à tirer leçons et à favoriser le regroupement des prolétaires les plus combattifs en vue de la reprise de cette mobilisation particulière. Et cela pour le nouvel épisode, le nouveau moment, de la lutte des classes en Grande Bretagne qui s'ouvre face à la crise, à la guerre et à la préparation de chaque capital national pour la guerre impérialiste généralisée, préparation qui exige du prolétariat l'essentiel des sacrifices.

Le GIGC, le 9 septembre 2022

⁸ . Il est même possible que notre propre intervention ait été elle-même en retard sur les événements – nous n'avons pas pu le vérifier du fait, en particulier, de notre absence du territoire britannique.

À bas la démocratie bourgeoise !

Réflexions sur les élections américaines de « mi-mandat » présidentiel (dites midterm)

Cette prise de position fut rédigée avant que les résultats définitifs des élections de « midterm » soient entièrement connus ; en particulier que soit complètement assuré le contrôle du parti démocrate sur le Sénat. Tout comme lors de l'élection de Biden, et la défaite de Trump, la bourgeoisie américaine et l'ensemble de son appareil d'État ont fait la preuve de leur maîtrise du jeu électoral en permettant au gouvernement Biden d'avoir les mains libres pour poursuivre au mieux la politique impérialiste américaine, à l'offensive tant en Europe que dans le Pacifique vis-à-vis de la Chine. Pour réussir à mobiliser les électeurs et obtenir ces résultats, l'utilisation des mystifications d'ordre « démocratique », et en particulier des idéologies gauchistes identitaire et féministe, a été une fois de plus essentielle.

Une autre élection, une autre victoire bourgeoise. Il semble que, malgré une économie vacillante, le parti démocrate au pouvoir maintiendra son emprise sur le Sénat et gagnera de nombreux gouverneurs dans les différents États, laissant le parti républicain n'obtenir, au mieux, qu'une faible majorité à la Chambre des représentants.⁹ Avec cette élection, les démocrates pourront désormais persister dans leur soutien à la poursuite de la guerre impérialiste en Ukraine. Alors que la guerre commence à s'installer dans une impasse sanglante, la poursuite de l'aide militaire des États-Unis, qui se chiffre en milliards de dollars, est plus nécessaire que jamais pour les impérialistes, et le maintien du pouvoir démocrate contribue à faciliter ce flux d'armes.¹⁰ Bien entendu, une victoire des Républicains n'aurait pas constitué une victoire contre l'impérialisme, car elle n'aurait eu pour effet que de retourner la machine de guerre américaine contre la Chine.¹¹ En outre, les résultats de ces élections de mi-mandat ont permis au président Biden et au Congrès d'invoquer le *Railway Labor Act* de 1926 afin d'empêcher les cheminots de faire grève, en particulier pour pouvoir avoir droit à des congés maladie.¹²

Si plusieurs facteurs ont joué dans ces résultats, l'impopularité de Donald Trump, l'incapacité des Républicains à lier la peur du crime à un programme électoral, la dépendance des Républicains à l'égard des retraités à la démographie déclinante, l'explication la plus essentielle est la récente décision Dobbs de la Cour suprême, rendant les gouverneurs des États décisionnaires pour déterminer les lois sur l'avortement. Alors que le parti démocrate présente aujourd'hui l'électoratisme comme une arme nécessaire dans la guerre pour la « libération des femmes », ce n'est rien d'autre qu'une supercherie bourgeoise visant à mobiliser les électeurs pour qu'ils soutiennent l'État capitaliste.¹³ Comme l'observe Kollontai dans son livre

de 1909, *Les bases sociales de la question féminine* :

« Le monde des femmes est divisé, tout comme celui des hommes, en deux camps ; les intérêts et les aspirations d'un groupe de femmes les rapprochent de la classe bourgeoise, tandis que l'autre groupe a des relations étroites avec le prolétariat, et ses exigences d'émancipation représentent une solution intégrale à la question féminine. Donc, quoique les deux camps partagent le slogan général de la 'libération de la femme', leurs objectifs et leurs intérêts sont différents. Chaque groupe prend inconsciemment comme point de départ les intérêts de sa propre classe, ce qui donne une empreinte de classe spécifique aux objectifs et tâches qu'ils se fixent. »¹⁴

Ce n'est pas nouveau que la bourgeoisie utilise la cause de la « libération des femmes ». Pendant la Première Guerre mondiale, les féministes bourgeoises soutenaient l'effort de guerre de leurs différentes nations en mobilisant les femmes pour travailler dans les usines et maintenir le soutien sur le front intérieur. Des suffragettes telles qu'Emmeline et Christabel Pankhurst non seulement appelaient à la fin de l'action militante, mais également à soutenir le « mouvement des plumes blanches », qui utilisait les idées patriarcales sur l'honneur et la lâcheté pour faire honte à celles qui ne s'engageaient pas dans la boucherie.¹⁵ Il ne s'agit pas de suggérer que ces personnalités « échouèrent » à être de véritables féministes, mais plutôt que les réalités du travail dans les limites de la société bourgeoise ne peuvent pas conduire à l'abolition des relations sociales bourgeoises. Comme l'indique la plate-forme politique du GIGC :

« S'il est vrai que la révolution prolétarienne engendrera de nouveaux rapports dans tous les domaines de la vie sociale, il est erroné de croire que l'on peut y contribuer en organisant des luttes spécifiques sur des problèmes parcellaires tels le racisme, la condition féminine, la pollution, la sexualité et autres aspects de la vie quotidienne. Par leur contenu même, les luttes parcellaires, loin de renforcer la nécessaire autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.) totalement impuissantes devant l'histoire. »

⁹. <https://fivethirtyeight.com/live-blog/2022-midterm-election/>.

¹⁰. <https://carnegieendowment.org/2022/11/17/how-midterm-results-will-affect-u.s.-foreign-policy-pub-88436>.

¹¹. https://www.marketwatch.com/story/tim-ryan-and-j-d-vance-spar-over-approach-to-china-during-first-of-two-senate-debates-in-ohio-11665452768_.

¹². <https://www.nytimes.com/article/railroad-strike-explained.html>.

¹³. <https://www.nytimes.com/2022/11/10/us/abortion-ballot-midterm-elections.html>

¹⁴. https://www.marxists.org/francais/kollontai/works/1909/00/bases_sociales.htm

¹⁵. <http://itech.fgcu.edu/&/issues/vol1/issue1/feather.htm>

En fin de compte, le mouvement féministe pendant la Première Guerre mondiale n'a servi qu'à faire avancer la cause de la bourgeoisie, et non la libération des femmes au-delà de celles du camp de la bourgeoisie.

Tout comme la mobilisation bourgeoise de la Première Guerre mondiale nous renseigne sur les pièges à vouloir répondre à la « question des femmes » sur le terrain bourgeois, la Révolution russe nous en dit long sur les avantages de répondre à cette question sur le terrain du prolétariat. Bien que le gouvernement provisoire [le gouvernement bourgeois de février jusqu'à l'insurrection prolétarienne d'octobre 1917] ait accordé le suffrage universel, la Révolution d'Octobre essaya de changer le tissu social qui soutenait l'ordre patriarcal. Non seulement les femmes se sont retrouvées à occuper des rôles importants au sein de l'Armée rouge et de la Tcheka, mais elles provoquèrent également une révolution sexuelle dans laquelle le mariage fut sécularisé, l'avortement légal et la procédure de divorce facilitée. Comme l'a fait valoir Kollontai, les travailleuses n'étaient pas des actrices passives dans ces événements, comme elles l'avaient été auparavant lors des révolutions bourgeoises, mais des participantes

actives. En défaisant la morale bourgeoise, les bolcheviks espéraient voir l'émergence d'une « femme nouvelle », libérée de toutes les normes et superstitions patriarcales.^(a) De tels changements ne pouvaient pas se produire au coup par coup, mais seulement dans le cadre d'un mouvement révolutionnaire plus large dirigé par le parti communiste. Malheureusement, ces changements s'inversèrent avec la révolution elle-même pendant la contre-révolution stalinienne.

Ces leçons sont doublement applicables à ceux qui vivent sous le capitalisme d'État d'aujourd'hui. Au lieu de voter pour le pouvoir bourgeois aux États-Unis, un pouvoir qui continue à soutenir la guerre en Ukraine, augmente les tensions en Asie de l'Est et impose l'austérité dans le pays, dans l'espoir que les gouverneurs locaux puissent protéger l'accès à l'avortement, les travailleurs doivent frapper au cœur des relations sociales, le capitalisme lui-même.

À bas la bourgeoisie ! À bas le capitalisme ! Pas de guerre sauf la guerre de classe ! Voilà les réponses prolétariennes qui correspondent au moment actuel aux États-Unis.

Frederick, Novembre 2022

Note ^(a) : cf. Richard Stites, *Women's Liberation Movement in Russia: Feminism, Nihilism and Bolshevism, 1860-1930* (Princeton: Princeton University Press, 1990), 317-318, 350.

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

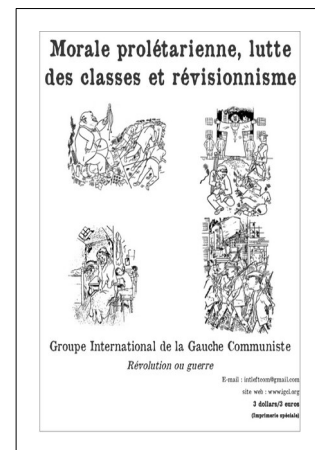
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



La route difficile de l'impérialisme européen (Tendance communiste internationaliste – Battaglia comunista)

L'article de Battaglia Comunista de la Tendance Communiste Internationaliste qui suit est une version actualisée le 18 novembre d'un texte écrit le 27 juillet 2022. Nous n'avions pu, faute de place, le publier dans le numéro précédent. Il aborde deux questions qui sont essentielles, voire même cruciales, pour le prolétariat international face à la marche vers la guerre impérialiste généralisée que le capital cherche à imposer et dont la guerre en Ukraine n'est que le premier pas. C'est donc celle-ci qui, pour l'heure, tend à définir les conditions concrètes du processus vers la guerre généralisée. La première de ces deux questions est la place, le rôle et le devenir des impérialismes européens dans la polarisation impérialiste croissante, elle-aussi produit et facteur de cette marche à la guerre généralisée : l'Europe continentale, l'Union européenne, se retrouve divisée entre ses composantes orientales et occidentales et ses principales puissances historiques, Allemagne, France et Italie en premier lieu – le Royaume Uni a déjà fait le choix d'un alignement derrière les États-Unis avec le Brexit – sont prises en étau du fait de la polarisation militaire ouverte et croissante entre la Russie et les États-Unis. L'émergence d'un pôle impérialiste européen, d'une souveraineté européenne militaire et diplomatique, impérialiste, autonome, a du plomb dans l'aile. Avertissons le lecteur : au centre de la version de juillet, cette question est ici abordée que dans un deuxième temps dans la partie intitulée Passons à un sujet qui n'est qu'apparemment collatéral.

Deuxième question tout aussi essentielle et en lien avec les alignements impérialistes, d'une actualité de premier ordre dans le cas européen : les conditions concrètes des affrontements de classe que le processus de polarisation impérialiste et des guerres d'aujourd'hui vont définir et définissent déjà selon les situations nationales. C'est-à-dire les terrains et les tempos des attaques que chaque bourgeoisie nationale, selon sa place et son rôle dans la polarisation impérialiste en cours et dans la guerre elle-même, en Ukraine et en Europe aujourd'hui – mais aussi dans la confrontation s'exacerbant entre la Chine et les États-Unis à partir de Taïwan – sera et est déjà amenée à porter contre son propre prolétariat. La classe révolutionnaire et ses minorités politiques d'avant-garde ne peuvent se contenter d'afficher un internationalisme prolétarien abstrait, de principe, valable en tout lieu et à tout moment, aussi nécessaire soit-il. Il faut encore pouvoir le décliner dans chaque situation concrète pour pouvoir répondre efficacement aux attaques bourgeoises et avancer orientations et mots d'ordre indispensables à chaque bataille particulière qui se profile. C'est l'effort que l'article de la TCI réalise et que nous voulons souligner et soutenir.

La route difficile de l'impérialisme européen

Le 24 février 2022, la "campagne d'Ukraine" lancée par la Russie, "l'opération spéciale", comme l'appelle Poutine, a commencé. Dans *Prometeo* #26, nous avons expliqué les raisons de l'intervention russe en Ukraine suite à l'encerclement de la Russie par l'Otan. Nous avons également expliqué que la guerre actuelle touchant directement deux prolétariats qui n'ont rien à voir avec les intérêts nationalistes de leurs bourgeoisies respectives, n'est pas réductible à un affrontement guerrier entre Moscou et Kiev, mais a une dimension plus large impliquant les États-Unis, l'Otan, l'Europe et la Russie, ainsi que l'Ukraine bien sûr. Cela dit, l'opération militaire, qui, selon les calculs russes, devait être terminée très rapidement, dure depuis presque un an et il n'y a pas beaucoup d'indices d'une solution négociée pour mettre fin au conflit.

Les causes en sont simples. Dans ce cadre de récession économique, de stagflation, de spéculation, de fuite des capitaux, ou plutôt, pour le dire plus succinctement, de crise permanente du système de production capitaliste, caractérisée par la difficulté toujours plus grande du capital investi dans l'économie réelle et à l'origine de faibles taux de profit, les tensions entre les capitalismes et leurs « ambitions » impérialistes s'exacerbent jusqu'à des épisodes de guerre menée directement et non plus seulement par procuration.

Comme nous ne disposons pas d'une boule de cristal prophétique, nous disons simplement que la guerre en

cours durera longtemps, ou du moins plus longtemps que prévu. La Russie s'est enlisée dans le borbier ukrainien, qui a d'abord opposé une grande résistance, puis a même organisé des contre-offensives. Cela ne signifie pas que Moscou va capituler ou accepter un compromis de négociation, elle poursuit son effort de guerre a) pour atteindre les objectifs qui étaient à la base de la « campagne » d'Ukraine, c'est-à-dire renverser le gouvernement Zelensky, ne pas lui permettre d'adhérer à l'Otan, conserver la péninsule de Crimée, conquérir les régions autonomes du Donbass et, si elle le pouvait, prendre à Kiev toute la bande littorale de la mer Noire. b) mettre la main sur des richesses minérales, notamment des gisements de terres rares. c) ne pas perdre la face devant les adversaires impérialistes et les alliés dont la Russie a énormément besoin, surtout à ce stade particulièrement délicat. Des objectifs qui doivent toujours être atteints, sauf débâcle économique et sociale improbable mais pas impossible, avant même la débâcle militaire. Pour la Russie, les solutions négociées sont donc hors de question pour le moment, et elle rejette la responsabilité sur l'Ukraine, qui, à son tour, déclare qu'elle n'accepte aucune solution de « paix » ou proposition de négociation, tant que les troupes d'occupation russes restent sur son territoire.

Pour les États-Unis, cependant, le fait que la guerre continue n'est pas un mystère. A l'appui de cette thèse, il n'y a pas seulement de nombreuses déclarations de

Biden « *les Russes doivent partir* ». Certes, ce ne sont que des déclarations qui valent ce qu'elles valent, mais lorsque des intérêts stratégiques sont derrière elles, les choses changent, les paroles deviennent des actes et les actes des actions. Biden a tout intérêt à ce que la guerre continue pour un nombre infini de raisons. Premièrement, plus la guerre se prolonge, grâce à l'aide militaire et financière de Washington et de l'Otan à Kiev, plus l'appareil économique et de guerre russe est affaibli, et les derniers événements militaires en Ukraine le prouvent. Deuxièmement, en affaiblissant la Russie, Biden rebat les cartes avec la Chine. Le rêve déclaré de Xi est de créer la nouvelle route de la soie, avec laquelle il voudrait s'imposer comme la première puissance mondiale, tant sur le plan économique que financier. Si le projet devait voir le jour, il traverserait tout le continent asiatique et atteindrait l'Europe, dont l'une des portes d'entrée serait la Russie. L'affaiblissement de l'un des terminaux de la route de la soie serait donc stratégiquement important pour les États-Unis, qui pourraient ainsi frapper directement la Russie et la Chine par voie de conséquence, sans compter que Moscou reste l'ennemi n° 2 de M. Biden. Dans le jeu impérialiste pervers, les États-Unis ne sont pas seulement dérangés par le fait que la Chine ait l'ambition de se hisser au rang de première puissance mondiale en termes de commerce. Ce qui effraie le plus Wall Street, c'est la tentative de Xi de concurrencer, avec sa monnaie nationale, le dollar sur les marchés monétaires mondiaux, dans le borbier des activités spéculatives et, non des moindres, comme monnaie refuge. Un rôle que le dollar a toujours joué et dont les États-Unis ne peuvent se passer, s'ils veulent maintenir le niveau de supériorité monétaire et militaire – où le premier finance le second – dont ils ont bénéficié jusqu'à présent et dont ils entendent également bien continuer à bénéficier à l'avenir.

Que la nouvelle route de la soie reste sur le papier comme un dessin d'enfant plein d'imagination Qu'elle démarre, s'arrête à mi-chemin ou ne démarre pas du tout – bien que Pékin travaille dur en achetant des ports, des aéroports, en construisant des infrastructures pharaoniques ad hoc dans de nombreux pays asiatiques et au-delà – ne change rien à l'attitude américaine. Affaiblir Moscou est une façon d'affaiblir le projet chinois et ses ambitions impérialistes.

En outre, une autre considération mérite d'être prise en compte : les sanctions commerciales, y compris celles sur le gaz et le pétrole sibériens, les sanctions financières sur les échanges entre les banques européennes et russes, et sur les échanges technologiques nécessaires pour la production ne sont pas payées par les États-Unis., pas même un centime, mais par les pays européens. Ce qui, une fois de plus, permet aux États-Unis. de saper un allié qui n'est plus aussi fiable, même

s'il est pour l'instant aligné sur les stratégies de la Maison Blanche. Il permet à Biden de maintenir l'UE sous sa coupe au nom du « rôle » de l'Occident, de la défense de l'identité nationale contre l'envahisseur russe, et de contrecarrer les ambitions de l'euro face au dollar. En substance, l'Ukraine a également intérêt à poursuivre la guerre, bénéficiant du soutien américain, elle peut traîner les pieds en attendant que le rapport de force change sur le terrain de la confrontation et donc à la table des négociations. Alors que seule la Chine a tout intérêt à plaider pour une solution négociée, au moins avec un cessez-le-feu, afin d'arriver au plus vite à une négociation qui « satisfasse » les deux parties et sauve le projet de la route de la soie.

Dans ce climat de crise et de guerre, de faim et de mort pour des millions de prolétaires, la question ukrainienne, à moyen terme, est destinée à suivre une route déjà tracée par les intérêts impérialistes internationaux. Cette route pourrait s'arrêter soudainement et reprendre ensuite sur des espaces économiques et militaires plus vastes. Elle pourrait rester « isolée » et agir comme un accélérateur de la confrontation entre d'autres acteurs internationaux tels que les États-Unis et la Chine, ouvrant la voie à des scénarios de guerre bien plus graves dans la zone indo-pacifique, sur l'île contestée de Taïwan ou pour le contrôle des îles Tonga, Fidji et Salomon, où la Chine remplace les impérialismes américain et japonais.

Il est vrai que des tentatives officieuses sont en cours pour parvenir à un accord entre les États-Unis et la Russie et entre les États-Unis et l'Ukraine afin de parvenir à une solution négociée, en profitant de la force de la résistance ukrainienne (financée par les États-Unis et l'Otan, comme mentionné ci-dessus) et de la faiblesse de la Russie, même si elle est soutenue technologiquement par la Chine, tant en termes militaires que diplomatiques. Mais il est également vrai que les espaces sont actuellement très limités. En fait, la guerre continue, sa fin, s'il y en a une, quelle qu'elle soit tout comme son timing sera déterminée par les intérêts impérialistes en jeu, qui, si nécessaire, pourraient diluer l'affrontement en élargissant beaucoup plus le cadre de la guerre.

Le 20e congrès du G.20 s'est ouvert à Bali le 15 novembre. Les attentes de l'opinion politique internationale étaient élevées pour voir les deux pays impérialistes les plus puissants à l'œuvre. Dans la phase préliminaire, les deux parties ont fait de nombreuses promesses de coopération "saine" entre la Chine et les États-Unis. En écoutant Biden et Xi, on a eu l'impression d'une atmosphère surréaliste de communauté de vues sur la paix en Ukraine. Jamais d'utilisation d'armes nucléaires dans ce conflit. Des efforts conjoints pour parvenir le plus rapidement possible à une paix définitive qui satisfasse les deux parties. Câlines et bai-

sers et un toast au goudron et au vin. Puis vinrent les premières intentions réelles, toujours enflammées cependant par un « aimons-nous » qui prédisait une sorte de dualisme impérialiste fondé sur la lutte commune pour un environnement plus sain – les deux pays sont d'ailleurs les premiers pollueurs du monde – pour une coopération adéquate dans tous les domaines de la production technologique et du commerce extérieur, c'est-à-dire une détente tous azimuts. Ce qui a émergé, dans un premier temps, c'est une sorte de partition déclarée du monde sur la base des intérêts communs des deux impérialismes, comme si le monde, une fois les "bons" pactes conclus entre Washington et Pékin, était un terrain de chasse qui leur était exclusivement réservé.

Plus tard, cependant, dépouillés des accessoires scéniques, les discours sont devenus plus concrets. Biden a commencé par récriminer sur l'aide chinoise à la Russie dans la guerre en cours. Xi a répondu que si l'allié est en difficulté militaire, il le doit à l'aide militaire et financière massive que le Pentagone fournit depuis des années, avant même le déclenchement de la guerre, au gouvernement de Kiev. En progression, M. Biden a accusé la Chine d'oppression ethnique au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong, puis il est entré dans le vif du sujet, la question de Taïwan. Dans ce cas, le ton est monté. Biden a confirmé que les États-Unis ne changeront jamais, jamais, la position d'indépendance de l'île sur la base du principe : deux territoires, deux « Chines » et que si ce principe était remis en question, les États-Unis seraient contraints de défendre leur allié « historique ». Xi a été encore plus explicite : le seul principe valable est celui d'une seule Chine et l'île de Taïwan est la ligne rouge que personne ne doit franchir. En clair : ce qui est en jeu, c'est l'affrontement inévitable entre le jeune impérialisme qui avance et le vieil impérialisme qui ne veut pas reculer au milieu d'une crise économique et financière permanente capable d'ouvrir un autre front de guerre en Asie après l'avoir ouvert en Europe de l'Est.

Passons à un sujet qui n'est collatéral qu'en apparence

Dans une telle perspective de guerre généralisée, au sein de la bourgeoisie, mais malheureusement pas seulement, la « guerre en Ukraine » pose un certain nombre de problèmes, dont le plus urgent est le rôle que l'UE joue ou devrait jouer dans la guerre qui se déroule à ses frontières orientales et, plus généralement, dans les futures guerres qui se développeront partout.

Les « bourgeois bien pensants » de gauche et de droite se disputent pour savoir à qui confier en premier le mérite de la construction d'une Europe véritablement unie, unie non seulement par la monnaie unique, l'euro, mais aussi structurée pour un système fiscal commun, pour une cohésion en matière de politique

étrangère qui la rende plus crédible au niveau international et, enfin et surtout, pour un système militaire moderne et efficace qui lui permette d'être autonome dans ses choix stratégiques et non un pion faible de l'arène impérialiste internationale.

En d'autres termes, les bourgeoisies européennes de l'Ouest (Allemagne, France, Italie en premier lieu) et de l'Est (Pologne, Hongrie, Roumanie, ainsi que les trois républiques baltes, plus la Finlande et la Suède) confrontées à la guerre se sont retrouvées comme autant de pots de terre cuite au milieu des bidons en acier que sont les États-Unis et la Russie. Tous sous l'emprise d'intérêts individuels, que ce soit en matière d'approvisionnement énergétique, d'alignement politique ou de choix militaires stratégiques, ils se sont sentis faibles et divisés. D'où l'émergence de la « pensée forte » : soit nous nous constituons en une unité impérialiste ferme et autonome, capable de jouer son rôle sur tous les fronts, soit l'UE restera hors jeu et soumise à l'impérialisme le plus puissant du moment et à ses chantages ou bien l'UE restera hors jeu et soumise - et soumise au chantage - à l'impérialisme le plus fort du moment, en l'occurrence américain.

Certes, d'un point de vue bourgeois, le problème existe et nombreux sont ses partisans qui soulèvent ouvertement la question régulièrement au Parlement européen et dans les parlements nationaux. Nous qui appartenons au camp politique de classe opposé, celui-là même qui ne se pose pas la question de savoir comment résoudre les problèmes bourgeois, mais seulement ceux du prolétariat international, nous avons quelques remarques à faire sur la question posée par la guerre et les partisans d'un impérialisme européen fort, puissant et autonome.

La première concerne les possibilités réelles des 26 pays qui composent la Communauté européenne de prendre la voie d'une véritable autonomie impérialiste qui les placerait au même niveau que les autres puissances impérialistes telles que la Russie, la Chine et les États-Unis. Dans cette perspective ambitieuse, l'UE a cependant pour premier obstacle la dépendance désormais séculaire à l'égard de la supériorité financière, politique, monétaire et militaire des États-Unis. Une situation qui s'est toujours exprimée et encore plus clairement avant et pendant le déroulement de la guerre en Ukraine. Pour écarter les malentendus et les mauvaises interprétations, il convient de clarifier immédiatement certaines choses. Tout d'abord, dans la phase historique de la domination impérialiste, tout acte de défense ou d'attaque militaire s'inscrit entièrement dans la logique de la dynamique globale du système économique capitaliste, de ses crises économiques et financières toujours plus profondes et de la croissance anormale de la spéculation. Deuxièmement, tout cela découle de la difficulté du capital à réaliser des

taux de profit proportionnels aux risques des investissements productifs, ce qui sape les mécanismes mêmes de valorisation du capital qui sous-tendent l'exploitation de la force de travail et donc l'existence du capitalisme lui-même en tant que forme de production, et dénonce sa caducité historique. Troisièmement, les guerres, qu'elles soient « offensives » ou « défensives », sont également provoquées par la nécessité de s'emparer violemment des marchés des matières premières énergétiques, celles qui servent à la production de la plus-value, et à l'exportation du capital là où le coût du travail est moins élevé. En bref, les guerres ont toujours été le « *dernier recours* » face aux contradictions du capital, car en plus du pillage, détruire signifie créer les conditions de la reconstruction et d'oxygénation des poumons asphyxiés d'un capitalisme en décadence.

Cela dit, la « guerre en Ukraine », provoquée par l'encerclement de la Russie par l'Otan et dont la remise en cause par Moscou a servi de prétexte à l'invasion, se déroule en Europe avec une série de conséquences qui, en aidant Washington, pénalisent l'UE, l'obligeant à être encore plus soumise aux diktats américains sur tous les fronts. En fait, Biden a demandé et obtenu une « unité » des pays européens, avec quelques exceptions et de nombreux mécontentements, qui n'a pas renforcé l'UE, mais a plutôt mis en évidence sa faiblesse et l'émergence d'intérêts nationaux contradictoires. Toujours d'un point de vue capitaliste, celui qui paie le prix des sanctions contre la Russie, c'est l'Europe et certainement pas l'Amérique, d'abord en termes d'énergie, mais pas seulement. Les approvisionnements russes ont été remis en cause et Moscou, en représailles, a réduit de 30 % les livraisons de gaz à l'Allemagne et à l'Italie, mettant en difficulté les deux plus fortes économies européennes, ainsi que l'économie française qui, malgré les efforts de médiation de Macron – « *n'humilions pas la Russie* » – connaîtra le même sort.

Comme première conséquence, on a assisté à la ruée en ordre dispersé des plus grands pays européens à la recherche d'alternatives possibles. Les gouvernements européens se sont offerts comme demande énergétique, ce qui ressemblait surtout à une quête, aux pays de la Méditerranée, comme l'Algérie, la Tunisie et l'Afrique centrale, ainsi qu'aux Émirats, avec pour résultat qu'ils paient le gaz et le pétrole plus chers, recevant en retour un produit énergétique qui est très souvent un tiers moins efficace que le russe. D'un point de vue commercial, les sanctions s'abattent une nouvelle fois sur les économies et les populations européennes, prolétaires compris. La hausse vertigineuse du prix des céréales et des engrais met à genoux un secteur, celui de l'agriculture, déjà pénalisé par le changement climatique, qui, inflation mise à part, risque d'affamer des centaines de millions de personnes non seulement en Europe mais dans le monde entier. Tou-

jours au sujet des conséquences de la guerre, s'ajoute le fait que le conflit contribue, sur le marché mondial des devises, à avantager le dollar par rapport à l'euro qui a perdu près de 30% en quatre mois.

Non seulement cela n'a pas permis à l'Union européenne de se renforcer sur le plan interne, mais, du moins jusqu'à présent, cela a favorisé le contraire. C'est-à-dire une faiblesse économique et financière supplémentaire au profit des États-Unis, avec pour conséquence inévitable que chaque pays membre cherche des « solutions » individuelles, très souvent en concurrence avec les partenaires européens avec lesquels il devrait collaborer. Quelques exemples : L'Italie et la France se livrent une concurrence acharnée pour le pétrole libyen, même si elles ont dû laisser ce marché convoité aux mains de la Russie et de la Turquie. Les mêmes pays se disputent l'« élimination » de milliers de réfugiés sur la ligne de démarcation de Vintimille, donnant lieu à l'une des manifestations les plus sombres de l'égoïsme national. Sans parler du groupe de Visegrad, qui ne veut même pas entendre parler des réfugiés. L'axe Berlin-Paris, qui devait être la locomotive économique-politique du futur impérialisme européen, s'effrite sous les coups de la crise. L'Allemagne et la France s'affrontent également sur la question complexe du leadership européen et sur l'épineuse perspective du réarmement allemand, qui risque de diviser l'Europe plus que de l'unir sur le plan militaire.

Macron, fort du fait qu'il est, après la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, le seul pays nucléaire d'Europe, estime que si le vieux continent devait prendre la voie du réarmement collectif en vue d'une posture impérialiste plus efficace, la France devrait être le pivot autour duquel les 25 autres pays devraient s'aligner. Mais le président français oublie qu'un tel processus se heurterait à au moins deux obstacles quasi insurmontables. Le premier consisterait dans la difficulté économique qu'auraient de nombreux États membres à contribuer au financement d'un tel projet dans lequel ils entreraient, certes, comme petits co-financeurs, mais avec un rôle de figurants sous l'hégémonie de Paris. Comme d'habitude, les intérêts nationaux finiraient par prévaloir, ce qui se concilierait mal avec l'intérêt vague d'une armée commune, qui plus est sous commandement français. Le deuxième obstacle, plus sérieux, viendrait inévitablement de l'obstructionnisme de Scholz, qui ne laissera jamais un tel objectif stratégique entre les mains de son allié-adversaire.

En outre, l'Allemagne de Scholz est la nation européenne qui compte le plus grand nombre de bases nucléaires américaines en Europe. Ce qui en fait, pour le moment, un allié militaire plus proche des États-Unis et de l'Otan que de la France et d'une armée européenne aux ambitions autonomes. Sans oublier que le réarmement allemand doit nécessairement s'appuyer sur les

fournitures militaires du Pentagone, comme le montre le récent accord entre Berlin et Washington pour l'achat d'avions de combat américains F-35A. Ainsi, les 100 milliards d'euros prévus par le gouvernement de Berlin pour la reconstruction militaire allemande, même s'il faudra encore du temps avant qu'elle ne se réalise pleinement, finirait par constituer le lien entre l'hypothétique, bien que difficile, armée de l'UE et l'Otan, au grand bénéfice des ambitions françaises. Même sur le terrain diplomatique, l'UE n'a pas réussi à trouver l'unité et la cohérence en se présentant comme un médiateur international pour une « solution » à la guerre. Ce n'est pas tant par faux pacifisme, mais plutôt pour sortir du parapluie des stratégies américaines, laissant l'initiative à l'opportuniste Erdogan qui, en tant qu'impérialiste de calibre moyen, s'est proposé comme médiateur international. En réalité, il agit comme l'interprète de ses propres intérêts et, accessoirement, des intérêts nationaux d'une Turquie en grave crise économique, mais qui veut être le protagoniste de son propre destin impérialiste en exploitant le cours d'un conflit qui est encore loin d'une solution négociée. En effet...

Comme on peut le constater, la guerre, au lieu de créer les conditions matérielles pour la construction d'un impérialisme européen uni, doté d'une armée commune, a mis en évidence la faiblesse des 26 pays, leurs désaccords sur la direction politique, la prédominance des intérêts économiques nationaux et leur incapacité absolue à jouer le moindre rôle dans la sphère diplomatique, et encore moins militaire. En contrepartie, elle a fait du projet d'une UE forte, cohésive sur le plan monétaire, fiscal, commercial et militaire, une utopie que seuls les bourgeois les plus naïfs continuent de poursuivre contre la réalité des faits. Pendant ce temps, **la guerre avec son cortège de morts et de destructions continue.**

La seconde remarque nous place dans une perspective complètement différente, à l'opposé en termes de stratégies et d'attitudes politiques tant vis-à-vis de la guerre que de l'émergence d'un nouvel impérialisme comme celui de l'Europe, qui, s'il devait se matérialiser comme l'espèrent ses partisans bourgeois, ne ferait qu'accroître la concurrence internationale, les frictions impérialistes, accélérant les mécanismes de la guerre et rétrécissant les hypothétiques espaces de médiation, toujours en supposant, bien sûr, qu'à ce moment-là il puisse y avoir une volonté de les exploiter.

Mais la chose la plus importante que nous devons prendre en considération est la réponse que le prolétariat, qu'il soit directement impliqué dans les guerres ou qu'il en subisse indirectement les conséquences, doit entreprendre, pour défendre ses propres intérêts de classe. Des intérêts qui, par définition, sont opposés à chaque bourgeoisie, irréconciliables économiquement

comme politiquement, et encore plus lors d'un affrontement guerrier opposant prolétaires entre eux. Pour faciliter le discours, prenons comme exemple ce qui se passe en Ukraine pour les prolétariats russe et ukrainien. Pour l'instant, les deux prolétariats sont attelés à leurs bourgeoisies respectives, ils subissent leur logique politique, leurs justifications sur qui attaque ou qui défend. Ils sont les otages de leurs capitalismes respectifs, de leurs intérêts nationaux présents et futurs. Dans ce cadre de la guerre, non seulement les deux prolétariats sont incapables d'exprimer des revendications de classe qui pourraient en quoi que ce soit constituer un trouble, sinon un obstacle à une guerre qui n'est pas la leur, mais ils ne sont que l'instrument par lequel les bourgeoisies respectives tentent d'atteindre leurs objectifs stratégiques, qu'ils soient de nature offensive ou défensive.

Le prolétariat et la guerre

La première tâche à laquelle le prolétariat est confronté dans un processus de lutte des classes, a fortiori lorsqu'il est impliqué dans un conflit, est toujours de combattre sa propre bourgeoisie. Le premier ennemi à combattre est toujours chez soi, ne jamais l'oublier. Sa propre bourgeoisie, qu'elle soit belligérante ou non, reste l'adversaire de classe, l'ennemi intérieur qui, en tant que tel, doit être combattu avant tout autre ennemi.

Substituer la guerre par la lutte des classes signifie avant tout sortir de la logique bourgeoise du nationalisme, qui n'est rien d'autre que la défense du capitalisme, la perpétuation de l'exploitation nationale, et la contrainte sur le prolétariat pour qu'il défende par les armes ce régime qui est la base de l'esclavage salarié.

Cela signifie prendre ses distances par rapport à la guerre, non pas en raison d'un pacifisme imbécile qui, s'il réussissait dans son intention (ce qui n'est jamais arrivé), laisserait les choses exactement comme elles étaient avant, tant en raison de la présence du capitalisme – basé sur l'exploitation de la force de travail – qu'en raison des crises qui sont les causes des guerres.

Dans ce cas, seule la désertion, le défaitisme révolutionnaire, est valable, mais pas celui, comme cela semble s'être produit dans une faible mesure, dans les rangs des soldats russes qui, en désertant, sont passés dans l'autre camp, le camp ukrainien. Parce qu'en agissant ainsi, ils sont passés du service d'une bourgeoisie à l'adhésion aux intérêts d'une autre. En présence d'un mouvement de classe, même naissant, la désertion et le défaitisme révolutionnaire consistent à passer des rangs de l'armée nationale aux rangs prolétariens en rejoignant leurs luttes.

Mais en plus, de telles attaques contre sa propre bourgeoisie doivent nécessairement être accompagnées d'un effort pour les « exporter » vers les prolétaires

« de l'autre tranchée », au nom d'un internationalisme militant qui unit les opprimés du capital contre l'impérialisme, ses guerres et sa barbarie.

Pour les prolétaires qui, sans être directement appelés aux armes, appartiennent, avec leur bourgeoisie, à un front impérialiste qui a des intérêts directs, immédiats ou seulement futurs dans la guerre, le discours change, mais seulement pour les conditions immédiates dans lesquels ils sont appelés à se mouvoir. C'est-à-dire seulement pour les contingences tactiques, mais pas pour les contingences stratégiques, qui restent le renversement révolutionnaire du capitalisme, la transformation de la guerre en guerre de classe, même par ceux qui ne la mène pas directement.

A) C'est pourquoi, avant tout, il faut souligner que tout prolétariat, tout en ne participant pas à la guerre, doit prendre position et se mobiliser contre sa bourgeoisie. Celle-ci, appartenant de toute façon à un bloc impérialiste, ne peut que forcer son prolétariat – comme tous les prolétariats européens et américains face à l'Otan, ou ceux face au front impérialiste russo-chinois-iranien – et chercher à le préparer idéologiquement et politiquement en fonction d'une éventuelle et prochaine intervention militaire directe.

B) La guerre actuelle impose d'immenses sacrifices, non seulement aux prolétaires engagés comme chair à canon dans le conflit en cours, mais aussi aux prolétaires à l'autre bout du monde. Les sanctions économiques, commerciales et financières affectent également les pays qui les adoptent et non seulement ceux qui les subissent. La conséquence est l'aggravation de la crise économique, la hausse de l'inflation, les augmentations anormales des prix des biens énergétiques qui sont répercutées sur les biens de consommation, c'est-à-dire sur les prolétaires et leurs familles. Parmi les hausses de prix, il y a aussi, rappelons-le, celle du blé, du soja et de nombreux produits agricoles et engrais qui, une fois de plus, sont répercutés sur les travailleurs, premiers à subir les conséquences de la guerre sous la forme d'une inflation insoutenable des denrées alimentaires. Le seuil de pauvreté a déjà été abaissé pour des centaines de millions de travailleurs et leurs familles, tant en Europe que dans le reste du monde.

C) En outre, la guerre affecte également les entreprises, avec pour conséquence la fermeture de milliers de petites et moyennes entreprises. Cela signifie des licenciements à venir (mais en partie déjà en cours) pour des millions de travailleurs européens ; des bas salaires qui perdent encore plus de pouvoir d'achat avec l'inflation, et des contrats à durée déterminée qui font de la précarité professionnelle et sociale le mode de vie « normal » imposé par le capitalisme. Enfin et surtout, la hausse des taux d'intérêt, une fois de plus commencée aux USA, dévaste toutes les dettes contractées par les familles pour l'éducation de leurs enfants, les hypo-

thèques pour l'achat d'une maison après toute une vie d'épargne, sans parler de la difficulté d'accès aux prêts bancaires pour des dépenses dites exceptionnelles, qui bien souvent ne le sont pas, comme les soins médicaux, le recours nécessaire aux assurances, tout événement imprévu qui entraîne une dépense financière extraordinaire, etc.

D) Dans ce scénario tragique, en marge de celui encore plus tragique de la guerre, un premier pas que le prolétariat devrait faire, en dehors et contre toute idéologie bourgeoise de dénonciation de l'agresseur ou de soutien armé à l'agressé, est de s'opposer de toutes ses forces à l'économie de guerre, aux sacrifices que les massacres de la guerre imposent même aux prolétaires non directement impliqués. La lutte contre l'économie de guerre n'est pas seulement un moment de refus des sacrifices qu'elle impose, mais elle est aussi un premier élément de prise de conscience des causes des guerres et de la nécessité de les surmonter.

E) Un exemple concret serait de voir les travailleurs du secteur de la production d'armes se croiser les bras en signe de protestation et de refus de produire du matériel de guerre destiné à être vendu sur le marché de la mort, géré par des impérialismes de toutes sortes, si ce n'est le leur. Un autre exemple pourrait être de la part de ceux de la logistique pour le soutien militaire qui devraient rendre difficile ou saboter le transport de munitions et d'équipements complémentaires.

F) Fantômes, utopies de révolutionnaires frustrés ? Non, car cela s'est déjà produit dans le passé et certains épisodes, petits mais significatifs, se sont également produits récemment au cours de la guerre actuelle.

Tout cela peut se produire, et à une échelle beaucoup plus grande, à condition que la lutte de classe recommence à se développer, en se dégageant progressivement de tous les pièges que les bourgeoisies impérialistes ont mis en place pour la contenir dans le cadre du système sur le plan économique, et pour la conditionner idéologiquement sur le plan nationaliste du *justum bellum*, de la « guerre juste ». Il est évident que tout épisode qui s'engage sur le terrain de la « **lutte contre la guerre au nom de la lutte des classes** », s'il ne dispose pas d'une tactique pour contrer l'impérialisme, d'une stratégie qui montre la voie vers le dépassement du capitalisme et la prise de conscience du communisme comme seule alternative, est voué à la défaite. Seule la présence du parti révolutionnaire international peut et doit être l'instrument politique de ce processus social contre l'exploitation, le capitalisme, son inévitable expression impérialiste. Contre ses crises économiques et financières, contre les guerres et toutes les idéologies « dominantes », qui détournent le prolétariat international de ses véritables objectifs en l'entraînant dans les abysses de la barbarie.

FD, *Battaglia comunista*, 18 novembre 2022

Débat au sein du camp prolétarien

Réunion publique à Paris du comité « pas de guerre, sauf la guerre de classe »

Nous ne pouvons pas faire ici et maintenant un premier bilan de l'ensemble des comités « No War But the Class War » qui se sont mis en place à l'échelle internationale et, principalement mais pas uniquement, à l'initiative de la Tendence Communiste Internationaliste. Pour notre part, outre Paris, nos forces nous permettent d'intervenir directement dans les comités de Montréal et de Toronto^(a) – ce dernier à notre initiative et à celle d'autres camarades dont des membres du Group of Revolutionary Workers. L'activité des deux comités s'est centrée à la fois sur l'organisation de réunions publiques pour regrouper autour d'eux et sur l'intervention par voie de tracts lors de manifestations de rue ou de grèves, principalement sur les piquets de grève, par exemple dans les écoles de l'Ontario. Il s'agit donc là de premières expériences auxquelles il faudra rajouter celles mises en place en Grande-Bretagne, aux USA, en Italie, Turquie...

Note ^(a): cf. RG #22: <http://igcl.org/Comites-No-War-But-the-Class-War>.

Dès l'Appel de la TCI lancé, ses membres en France et nous-mêmes avons, de fait, constitué un comité dont les premières interventions eurent lieu, par voie de tracts, lors des manifestations de juin dernier à Paris et quelques villes de province. Cette première réunion publique, le 2 décembre, avait pour objet de regrouper les énergies et les volontés prolétariennes face à la dynamique capitaliste menant à la guerre impérialiste généralisée. Il y eut une trentaine de participants, dont une partie constituée de cercles et organisations politiques. Outre une délégation importante du CCI, furent présents un membre du groupe *Matière et révolution*, un militant de la CNT-AIT militant voulant défendre les positions internationalistes, un membre de Robin Goodfellow, un groupe de jeunes que nous qualifierons ici d'autonome et qui ne s'est pas présenté, un groupe qui publie le journal *ASAP révolution*¹⁶ ; à leur côté, assistèrent plus d'une dizaine de camarades à titre individuel. Parmi eux, certains se présentant comme « sympathisant de la Gauche communiste » et d'autres comme syndicaliste CGT ou syndicaliste révolutionnaire.¹⁷ Précisons de suite que l'ensemble de la réunion se déroula dans une atmosphère fraternelle, la plupart des interventions – y compris celles du CCI – respectant le tour de parole et l'ordre du jour.¹⁸

Avec les camarades de la TCI, nous avons décidé d'organiser la discussion en deux parties : la première sur la situation historique et la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée ; la seconde sur *que faire* et la proposition des comités en relation avec la compréhension générale sur la nouvelle situation internationale ouverte avec l'éclatement de la guerre en Ukraine. Malgré

cette organisation, il fut difficile pour quelques intervenants de ne pas intervenir de suite sur les comités. Cette partie de la discussion se focalisa essentiellement – nous laissons de côté ici les autres questions soulevées – entre la présentation faite par un camarade de la TCI, sur la base de l'analyse que nous partageons avec elle sur la guerre en Ukraine comme premier pas vers la guerre impérialiste généralisée, d'une part ; et d'autre part la première intervention du CCI selon laquelle « il n'y a pas de perspective de guerre impérialiste généralisée ». Celle-ci, après avoir salué le comité comme « sans aucune doute, une expression claire de l'internationalisme prolétarien », défendit que « le prolétariat n'est pas prêt à aller à la guerre. Il ne peut se mobiliser que seulement par rapport à la crise économique, pas par rapport à la guerre. » Elle ne mentionna pas, ni ne défendit, la *Déclaration du CCI sur la guerre en Ukraine*¹⁹ que, pour notre part nous jugeons une affirmation abstraite de l'internationalisme prolétarien. C'est précisément sur cette question du danger de guerre impérialiste généralisée que se fonde la nécessité de comités « pas de guerre, sauf la guerre de classe » et sur la reconnaissance que le principe de l'*Internationalisme prolétarien* va devoir se décliner en fonction des situations, selon les pays et les continents, et des moments ; c'est-à-dire en fonction des conditions, du timing et des terrains que chaque bourgeoisie va chercher à imposer à « son » prolétariat. Les conditions et terrains de l'affrontement de classe ne sont pas les mêmes en Russie et en Ukraine. Ils diffèrent encore plus entre l'Europe de l'Ouest²⁰ et les autres continents pour l'heure. Voilà pourquoi, si la défense générale de l'internationalisme prolétarien est, certes, un minimum, il n'est pas suffisant dans la situation actuelle. Et voilà pourquoi, parmi d'autres, la mise en place de co-

¹⁶ . www.asaprevolution.net

¹⁷ . Nul doute que nous en oublions certains. Nous citons principalement ceux dont les interventions participèrent directement et activement du débat et de la confrontation politiques qui eut lieu.

¹⁸ . Seuls des membres du groupe d'autonomes ne purent résister à certaines interruptions intempestives. La présidence leur proposa de leur donner la parole pour une intervention ce qu'ils acceptèrent. Ce n'est qu'au bout d'une heure et quelques qu'ils quittèrent la réunion.

¹⁹ . <https://fr.internationalism.org/content/10735/declaration-commune-groupes-gauche-communiste-internationale-guerre-ukraine>

²⁰ . Le développement de l'économie de guerre décidée par Macron, le réarmement massif de l'Allemagne – 200 milliards d'euros – vont inévitablement définir les conditions et le tempo des attaques bourgeoises en France et en Allemagne par exemple.

mités peut permettre aux minorités de révolutionnaires et de prolétaires combatifs de se regrouper, d'agir et de répondre à chaque situation particulière.

La deuxième partie de la discussion se centra principalement sur deux questions : le rôle et la nature des comités proposés et sur ce qu'il leur était possible de faire dans la situation actuelle. Elle fut introduite par un camarade de la TCI et un membre du GIGC fit une présentation des activités et interventions des comités de Toronto et Montréal. Plusieurs intervenants se sont interrogés sur ce que pouvaient être ces comités : « sont-ils de nouveaux organes politiques ? ». D'autres encore, comme celui de *Matière et révolution*, exprimèrent aussi des compréhensions erronées. Ce dernier critiqua l'appel de la TCI pour ne pas faire référence aux soviets et la dictature du prolétariat.

Mais de nouveau, l'essentiel de la confrontation politique s'organisa autour de la seconde intervention du CCI, dans la mesure où elle exprimait le plus clairement les confusions sur ce qu'étaient ces comités, que pour notre part nous estimons être des *comités de lutte*. Elle commença par dire... le contraire de la première : la première avait salué l'initiative comme « sans aucun doute internationaliste », celle-ci la dénonça comme « activiste et gauchiste ». Centrant sa dénonciation sur la TCI qui « n'a jamais fait de bilan des comités NWBCW des années 1990 et 2000, bilan négatif car aucun comité ne fut en mesure d'organiser une seule manifestation contre la guerre », elle affirma que « constituer des comités de lutte contre la guerre ne veut rien dire aujourd'hui, que c'est du bluff, car il n'y a aucun mouvement de masse contre la guerre. » Il est utile de mentionner que ce fut une partie de la salle qui

lui répondit : « il ne faut jamais avoir participé à une grève ouvrière pour sélectionner qui peut y participer, la préparer, ou non. Excluez-vous tout syndiqué ou gauchiste de faire grève à vos côtés, car syndiqué ou gauchiste ? » Pour notre part, nous dûmes rappeler à la délégation du CCI la position historique du CCI sur les *comités de lutte*, elle-même basée entre autres sur les comités de lutte à la fin des années 1960 et début 1970 : c'est précisément puisque la classe ouvrière hésite à rentrer en lutte ouverte que les minorités de prolétaires et de révolutionnaires se regroupent pour agir au mieux pour entraîner le reste des prolétaires, que ce soit dans une usine, une région ou pays, face à telle ou telle situation et sur telle ou telle revendication ou attaque précise de la bourgeoisie.

Plus décisive pour les comités fut l'intervention du militant anarchiste. Après avoir centré une première intervention sur les soutiens matériels aux déserteurs russes ou encore sur *une campagne de solidarité avec les internationalistes de Karkhiv*^(a), il se déclara en accord pour effectuer de la propagande et de l'agitation dans les manifestations et toutes expressions de lutte ouvrière par voie de tract ou autres. Nombre de participants semblaient se reconnaître dans cette proposition pour les comités. C'est donc sur cette base générale, et dans le cadre de la marche à la guerre généralisée du capital, qu'une partie de l'assistance s'engagea à participer aux comités. Une réunion fut alors décidée pour élargir le comité comme tel et discuter des possibilités concrètes d'intervention.

RL, 7 décembre 2022

Note ^(a): <http://nowar.solidarite.online/blog>

Impasse et contradictions du CCI face au « parasitisme », à la TCI et au GIGC

L'attitude politiquement responsable et fraternelle de la délégation du CCI lors de la réunion du comité à Paris – que nous saluons – a pu surprendre. La réunion n'était-elle pas organisée à l'initiative du GIGC, qu'il dénonce comme « groupe parasite » et « officine de l'État bourgeois » (*Révolution internationale* 446), et de la TCI qu'il critique pour ses concessions opportunistes vis-à-vis du parasitisme ? La présidence de cette réunion composée de trois camarades ne comportait-elle pas deux anciens de ses membres, Olivier et Juan, exclus et dénoncés publiquement dans sa presse internationale et traités de « nazis, staliniens, voleurs, maître-chanteurs, voyous, lumpen, calomnieurs, provocateurs, flics » ? Pourtant, lors de la réunion publique, aucune dénonciation des supposés parasites et flics. Aucun avertissement aux autres participants qu'ils allaient assister à une réunion tenue par une « officine policière »^(a). Aucun ultimatum exigeant l'exclusion de la réunion... de ses propres organisateurs.

Soit les membres et sympathisants actifs composant la délégation du CCI ne croient pas un seul mot des résolutions et autres articles publics dénonçant le GIGC et ses membres – par ailleurs interdits de participer aux réunions publiques du CCI ; soit elle a fait preuve d'une concession opportuniste particulièrement grave vis-à-vis non seulement du soit-disant parasitisme, mais même des soit-disant « agents provocateurs de l'État. » Nous laissons le CCI face à ses contradictions chaque fois plus béantes et criantes.

Le GIGC, décembre 2022

^(a) <https://fr.internationalism.org/revolution-internationale/201501/9177/conference-debat-a-marseille-gauche-communiste-docteur-bourrin>

Bilan et perspectives #21 : renouveau et dynamisme de la publication de la Tendance Communiste Internationaliste en France

Nous voulons attirer l'attention des lecteurs, des militants et sympathisants de la Gauche communiste sur la dernière publication de la Tendance Communiste Internationaliste en France, *Bilan et Perspectives (B&P) #21*.²¹ Son premier numéro fut publié en 2000 et sa fréquence resta aléatoire tout au long de ces années. Son dernier numéro manifeste un dynamisme renouvelé que nous voulons saluer et encourager. Notre attitude pourra surprendre ceux, militants et groupes, qui restent fondamentalement marqués par le sectarisme et ne considèrent les relations entre groupes communistes que comme une compétition, voire une rivalité. D'autres suspecteront une attitude opportuniste, voire de manœuvre ou intention cachée, vis-à-vis de la TCI. Nous leur rappellerons que nous avons critiqué sans concession le premier numéro de la revue 1919²² de la TCI aux États-Unis. Nous en profitons au passage pour relever que les deux numéros suivants de 1919 ont su corriger certaines des erreurs et confusions politiques que nous avons soulignées.

B&P #21 centre son sommaire sur un *Dossier guerre impérialisme et internationalisme* qui correspond aux nécessités de l'intervention des groupes communistes face à la guerre impérialiste en Europe. Outre des articles sur la signification et l'analyse de la guerre actuelle, dont un *Les annexions de la Russie en Ukraine marquent un pas supplémentaire vers la guerre impérialiste mondiale*, d'autres articles s'attachent à relever les conséquences de la guerre sur la classe ouvrière et d'autres enfin développent sur l'initiative lancée par la TCI pour mettre en place des comités *No War But the Class War*, y compris en en fournissant un cadre et des références historiques. Nous invitons tous les lecteurs à prendre connaissance de ce dossier et à en discuter avec la TCI et nous-mêmes en particulier.

Nous encourageons la lecture des deux articles sur l'Iran, ne serait-ce que parce que nous n'avons pas la force, la place surtout, d'en publier nous-mêmes dans ce numéro. En ce sens, nous pouvons considérer que B&P, à l'image d'autres publications de la Gauche communiste – *Le Prolétaire* par exemple dans le cas français –, viennent compléter l'intervention de la Gauche communiste comme un tout au-delà des divergences que nous pouvons avoir. Un article sur la crise économique mondiale se termine par la mise en avant de perspectives que nous partageons : « *L'évolution de la crise tendra, sans aucun doute, à précipiter de plus larges fractions du prolétariat dans la lutte sociale. Pour se défendre, elles auront à employer de tout autres moyens que ceux des syndicats, afin d'étendre, de généraliser, et d'organiser les luttes. Ces moyens comprennent : la nécessité de la grève de masse ; la mise en place de véritables comités de lutte pour assurer la prise en main du combat par les prolétaires eux-mêmes ; la recherche urgente de l'extension du mouvement aux lieux de travail voisins, en rupture avec l'enfermement corporatiste.* » Est-il besoin de dire que nous signons des deux mains ce passage ?

Enfin, l'éditorial revient sur les élections législatives de juin 2022 en France après la réélection de Macron. Nous partageons l'insistance de B&P sur la signification politique du succès de la Nupes, regroupement de partis de gauche. C'est selon nous, bien au-delà des 88 députés d'extrême droite, un des faits principaux de ces élections : « *Le maintien de l'ordre bourgeois paraissait alors précaire (...) en l'absence d'une force politique de 'gauche'. Sa victoire [l'élection de plus de 131 députés] devrait permettre de détourner les prolétaires de la lutte ouverte (...) pour faire croire que la question sociale peut être résolue au Parlement. (...) Mais aussi, il faut occuper le terrain social au cas où les luttes échapperaient à son contrôle. Les Insoumis [France insoumise, le principal parti de la Nupes et celui qui est le plus à sa gauche] préparent des manifestations de rue, mais tout cela va être bien encadré, aux dates prévues d'avance, et permettre, en dernier ressort, de canaliser le mécontentement au parlement et derrière ses initiatives plutôt que dans des grèves.* »

Qu'il y ait des formulations, voire des questions particulières, avec lesquelles nous pourrions exprimer des « nuances », voire des désaccords, dans certains articles, n'enlève rien à nos accords et notre soutien politiques fondamentaux aux orientations et positions avancées par B&P.

La Gauche communiste se renforce en France.

Décembre 2022

²¹ . Il est dommage que la TCI ne décide pas de changer ce titre, particulièrement neutre politiquement et sans valeur propagandiste ou agitateur, pour un plus « politique ». Pourquoi pas *Bataille communiste* ?

²² . *Révolution ou guerre* #18 (<http://www.igcl.org/Quel-avenir-pour-la-revue-1919-de>)

Commentaires sur les positions de base du GIGC

Nous publions ci-après une prise de position d'un camarade qui « découvre » la Gauche communiste. Il prend position sur nos « positions de base ». Rappelons que celles-ci, outre d'être un « résumé » de notre plateforme et qui présente sans aucune argumentation l'ensemble de nos principes et positions de classe, définissent le cadre de principes – et donc d'adhésion de tout membre – du GIGC. Le camarade cite nos positions une par une et les fait suivre de ses commentaires. Pour notre part, nous répondons dans une courte lettre, ci-après le texte, sur la question principale que le camarade soulève : « je suis sceptique sur le rôle du parti en ce qui concerne le cours de la révolution et après, car je crains la possibilité de la dégénérescence interne du parti en quelque chose qui est contre-révolutionnaire pour le prolétariat. » Pour le reste des questions ponctuelles ou incompréhensions que le camarade exprime, nous lui répondons succinctement en gras et entre crochet. Le fait que le camarade, qui le reconnaît lui-même, découvre la Gauche communiste et semble ignorer certaines de ses positions traditionnelles n'enlève rien, bien au contraire, à l'intérêt de ses observations et au besoin d'y répondre de la manière la plus précise possible ; pour lui comme pour tant d'autres...

Ces commentaires sur les positions de base du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC) serviront à souligner la signification de ces positions pour la tâche historique mondiale de la classe ouvrière (le prolétariat), de sa libération de l'esclavage du mode de production et d'échange capitaliste et de la réalisation du communisme. Ils serviront aussi à présenter mon opinion sur ces positions, afin de donner aux lecteurs une indication de mes positions politiques et de mes perspectives pour la Gauche communiste. Je tiens cependant à préciser que l'étendue de mes lectures théoriques et la compréhension sérieuse des écrits de Marx et d'autres théoriciens d'un point de vue critique sont insuffisantes. Je ne suis pas aussi bien informé que je le souhaiterais en matière de théorie, mais cela ne signifie pas que je ne comprends pas la nécessité de la théorie, ni la manière dont le capitalisme affecte ma vie (...) ainsi que celle des autres. Il est possible qu'une fois que j'aurai acquis une compréhension mature et critique de la théorie elle-même, ces commentaires ne refléteront pas les positions que j'aurai dans le futur, alors peut-être que ceci peut être vu comme une référence temporelle de mes idées. Mais je m'égare. Pour commencer, les positions de base du GIGC sont décrites en vingt points. J'aborderai chaque position point par point, et après avoir énoncé chaque point, je le commenterai avec toute information et tout commentaire qu'il me semble pertinent d'inclure.

1) « Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste. » La constitution d'un parti politique mondial du prolétariat est la clé de la réalisation du communisme, car elle passe par un internationalisme prolétarien au sens véritablement internationaliste, ne laissant aucune place au nationalisme, aussi « révolutionnaire », « progressiste » ou « marxiste » soit-il. Ce n'est que par

la création d'un parti qui comprend et représente les intérêts du prolétariat international que nous pouvons renverser le capitalisme et réaliser le communisme, qui jette les nations, les États, les classes et, surtout, le capital, aux poubelles de l'histoire.

2) « Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat. » On ne peut pas construire un mouvement prolétarien sans prolétaires. La classe ouvrière mondiale, ceux qui doivent travailler pour survivre, ceux qui sont contraints par le capitalisme et ses fonctions, qui sont à la fois la classe exploitée et révolutionnaire qui est la seule classe à pouvoir se libérer, libérer la planète et l'humanité des chaînes du capitalisme, doit trouver un moyen de s'organiser elle-même mondialement en vue de ce but précis. Le communisme, comme le dit Marx dans *L'Idéologie allemande*, est « ...le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ». Il ne peut pas être quelque chose qui est « essayé » ou « établi », surtout pas dans un seul pays. De même que le capitalisme est mondial, le communisme doit être mondial et, par conséquent, l'expression ultime des intérêts du prolétariat dictés par et pour lui-même – la dictature du prolétariat – doit veiller à ne négliger aucune piste jusqu'à ce que tous les travailleurs de tous les pays soient libérés du cauchemar capitaliste.

3) « Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui. » Ce point semble donner aux lecteurs un aperçu historique de la genèse de la Gauche communiste en tant que tendance,

cependant, je dois dire que je ne connais pas assez les spécificités derrière les origines historiques de cette tendance. Il semble que lorsque les communistes de gauche discutent de la 3e Internationale, ils ne sont pas certains du moment où la 3e Internationale a été « bolchevisée » ou « stalinisée » ou tout autre mot que l'on veut utiliser. La TCI déclare dans sa plateforme la plus récente que les deux premiers congrès de l'internationale étaient valides, mais le GIGC affirme que les « fractions de gauche » de la troisième internationale après son deuxième congrès sont également valides, (du moins c'est ainsi que je le lis, mais je peux me tromper bien sûr). Pour moi, il s'agit actuellement d'une question de sémantique et de détails insignifiants qui n'auraient pas tant d'importance s'il s'agissait simplement d'un document de « positions de base ».

[L'ensemble de la Gauche communiste, surtout celle qui se revendique de la Gauche communiste d'Italie, a la même position sur les deux premiers congrès de l'Internationale. Et toute la Gauche dite d'Italie se revendique du combat du PC d'Italie, puis de sa fraction de gauche, au sein de l'Internationale communiste contre les faiblesses opportunistes qui s'expriment dès le deuxième congrès, puis contre les concessions du même type à partir du troisième congrès, et enfin du combat de fraction contre le processus de dégénérescence opportuniste qui s'exprime dans la montée du stalinisme dans les différents partis nationaux et dans l'Internationale elle-même. Il n'y a donc pas de divergence sur ce point entre la TCI et nous-mêmes.]

4) « Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la conscience communiste est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat. » Les révolutions bourgeoises européennes des 18e et 19e siècles, qui se sont développées sous les idéaux libéraux promulgués au cours du « siècle des Lumières », sont des révolutions qui ont cherché à supprimer le joug des relations féodales dans la production, mais pas nécessairement leurs institutions dans certains cas. La Grande-Bretagne, l'Espagne et le Japon ont des monarchies par exemple – une institution féodale – et pourtant le mode de production qui prévaut dans ces pays est capitaliste. Les révolutions bourgeoises du passé ont vu la bourgeoisie révolutionnaire abolir les relations féodales de production au fur et à mesure de l'émergence de leur accumulation naissante de capital. Ses incitations à garantir des marchés libéralisés et des

réformes pour leur croissance continue, lui ont permis de s'organiser politiquement pour garantir que ses intérêts et ses appels à la production de capital soient satisfaits. Ainsi, à mesure que la bourgeoisie se développe, les rapports de l'ancienne société sont éliminés pour former de nouvelles relations. On peut se demander : « Mais qu'est-ce que cela a à voir avec le prolétariat ? » Eh bien, la singularité est que dans la transition historique du féodalisme au capitalisme, la classe révolutionnaire n'était pas toujours une classe exploitée, mais dans la transition du capitalisme au communisme, la classe révolutionnaire – le prolétariat – est aussi la classe exploitée. Son exploitation est ce qui lui donne son caractère révolutionnaire, et les prolétaires qui réalisent leurs conditions et ce qu'ils doivent faire pour réaliser leurs intérêts ultimes (la société communiste) doivent viser à organiser leur classe contre la bourgeoisie dont l'intérêt est de maintenir le capitalisme. Cependant, je dois dire que j'ai des doutes sur le rôle du parti en ce qui concerne le cours de la révolution et après, car je crains la possibilité de la dégénérescence interne du parti en quelque chose qui devienne contre-révolutionnaire pour le prolétariat. C'est peut-être parce que je ne suis pas instruit sur le sujet.

[Voir nos commentaires à la suite de ce texte ;]

5) « Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat. » En ce qui concerne le parti, je dois concéder que la forme parti est l'un des moyens les plus puissants dont dispose la classe ouvrière pour réaliser ses revendications et pour mobiliser la classe. Je ne peux pas dire que je souhaite idéalement qu'un parti bureaucratique centralisé et dominant dirige le prolétariat. Bien sûr, tout communiste jette cela par la fenêtre. Ce que je crains, c'est que le prolétariat perde le contrôle politique et donc le contrôle sur lui-même, et qu'il soit géré par l'État ouvrier et par un parti dégénéré qui ne contrôle pas seulement un pays, mais le monde entier. Je ne sous-estime pas l'importance du parti, c'est plutôt que je ne suis peut-être pas éduqué quant à la fonction du parti dans la révolution, et la différence de fonction avec un parti « communiste » ou « socialiste » aujourd'hui.

J'espère que cela n'est pas perçu comme un rejet du parti, mais plutôt comme mon manque de compréhension et mon éloignement des conceptions marxistes-léninistes du « parti » car j'ai été pendant un certain temps sympathisant du marxisme-léninisme mais pas formellement un marxiste-léniniste, ni même membre d'un parti.

6) « Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'internationalisme prolétarien et le centralisme comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé. »

Les travailleurs du monde n'ont pas de nations. En dépit de ce que les travailleurs individuels peuvent comprendre comme étant leurs intérêts individuels, cela peut ne pas être dans l'intérêt de leur classe comme un tout, et si les travailleurs doivent être dirigés par le parti des travailleurs et pour les travailleurs, le parti doit s'engager vers la réalisation de l'intérêt réel de la classe ouvrière : la société communiste mondiale. Cela nécessiterait l'utilisation du centralisme. Cependant, la question importante à poser est : quel type de centralisme ? De nombreuses organisations de la gauche du capital, notamment les organisations et les partis politiques marxistes-léninistes, seraient également d'accord sur l'utilisation du centralisme, mais il n'en reste pas moins que la plateforme du parti international du prolétariat est fondamentalement différente de celle des partis bourgeois « communistes » et « socialistes » de la gauche du capital. De mon point de vue, cela dépend du type de centralisme pratiqué par le parti. Onorato Damen, dans sa brochure *Parti centralisé, oui ! La centralisation sur le parti, non !*, soutient que bien qu'un parti centralisé soit nécessaire, le parti s'imposant comme le seul organe de contrôle du prolétariat se réaliserait au détriment du prolétariat, et donc de la révolution dans son ensemble. Damen affirme qu'un centralisme sur le parti dégénérerait simplement en stalinisme, et avertit contre les « conséquences désastreuses qui se produisent dans un parti prétendument révolutionnaire lorsque son organe central, en tant que corps, opère en dehors des limites et du contrôle des membres de l'organisation. » (Par.11) Je mentionne Damen seulement parce que je suis d'accord avec lui. Le parti doit s'organiser de manière centralisée, cependant, il doit se centraliser de manière à ne pas écarter ses membres de la direction, et surtout pas seulement les membres, mais aussi toute la classe ouvrière elle-même.

[Le camarade précise que la « la plateforme du parti international du prolétariat est fondamentalement différente de celle des partis bourgeois » de la gauche du capital, donc y inclus des partis « marxistes-léninistes ». En ce sens, le camarade commet une erreur politique de

méthode en comparant la centralisation, au caractère de classe bourgeois, y compris sous sa forme caricaturale et abjecte du stalinisme, revendiquée par ces partis avec celle des organisations communistes et du parti de classe qui est une centralisation au caractère de classe prolétarien. Cette erreur de méthode ouvre la porte au rejet du centralisme prolétarien, défini par l'expérience même de la lutte de classe prolétarienne qui se doit d'être centralisée, pour le parti. En ce sens, nous ne comprenons pas bien la fin de son commentaire de ce point.]

7) « Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du matérialisme historique. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire. » Dans toute l'histoire de l'existence de l'être humain sous sa forme moderne, soit environ 200 000 ans, le capitalisme

a fait partie de l'histoire pendant environ 300 ans. Si l'on considère que cette période de temps est infiniment petite comparée à l'existence de l'humanité, et qu'il ne s'agit que d'un seul des modes de production sous lesquels les êtres humains ont vécu, parmi les nombreux autres (esclavage, féodalisme, communisme primitif, etc.), il est clair que l'histoire humaine est l'histoire des êtres humains divisés en classes économiques luttant entre elles pour leurs propres intérêts matériels. Toute l'histoire humaine est basée sur la lutte des classes.

8) « Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti. » En faisant leurs les mots d'ordre de la dictature du parti, les conseils ouvriers maintiennent une ligne entre le parti et la classe, assurant que les conseils sont un outil pour la réalisation d'une phase supérieure du communisme, au lieu de dégénérer en vaisseaux de la réaction. Mais par conséquent, je peux envisager la possibilité qu'un parti en dégénérescence dirige les conseils de contrôle des travailleurs d'une manière qui est contraire aux intérêts réels des travailleurs. Une telle dégénérescence



doit faire l'objet d'une sorte de contrôle afin qu'elle ne se manifeste pas en un organe contre-révolutionnaire de contrôle bureaucratique.

[Voir nos commentaires à la suite de ce texte.]

9) « *La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.* » Une information importante est tirée de cette déclaration : la dictature du prolétariat n'est qu'une transition du capitalisme vers le communisme (du moins c'est ainsi que je la lis.) Elle dit aussi que cette transition signifierait aussi la disparition éventuelle du prolétariat ainsi que de ses institutions de classe. C'est un point rarement abordé dans les cercles dits « communistes », c'est pourquoi je trouve cela si rafraîchissant. Il ne nie pas la nécessité de la lutte des classes, mais il souligne le fait très évident que nous devons chercher à abolir les classes dans leur ensemble pendant cette phase de transition. Il y a la lutte des classes, mais il y a aussi l'abolition des classes, et il doit être évident pour tout communiste que les deux vont de pair, l'une ne pouvant exister sans l'autre.

10) « *Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.* » La décadence du capitalisme sera sa chute à travers les dangers de la guerre impérialiste, je pense que ce point n'a pas besoin d'être développé davantage.

11) « *En face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la grève de masse.* » L'idée de trouver l'unité dans les luttes de la classe ouvrière en « ... prenant en charge leur extension et leur généralisation » est l'un des principes les plus importants de l'internationalisme et du communisme, et il est dommage que tant de « socialistes » préfèrent se contenter des réformes de luttes marginales comme si c'était un pas notable vers quelque chose de meilleur. En rappelant à la classe ouvrière que les nombreuses luttes qu'elle mène ne sont que l'expression du seul problème général du capitalisme. En écoutant les doléances des travailleurs et en réalisant que la cause profonde de leurs problèmes toujours croissants est due à la croissance du capitalisme, et en les mobilisant pour l'attaquer par la

grève de masse, on unit les nombreuses luttes localisées pour l'émancipation des travailleurs dans la lutte généralisée contre le capital, et pour une société libre et communiste.

[Il n'est pas « dommage que tant de socialistes préfèrent se contenter de réformes... ». Il est dans la nature de classe, bourgeoise, des forces de gauche du capital, ici les partis social-démocrates d'aujourd'hui, et de leur fonction au service de l'État capitaliste de s'opposer à la lutte révolutionnaire et de classe du prolétariat. Ici, de nouveau, il est crucial de comprendre politiquement, c'est-à-dire dans la pratique de la lutte des classes, comment les partis de la gauche du capital, dits socialistes ou marxistes-léninistes, en tant qu'organes et forces politiques de l'État bourgeois ont précisément une fonction anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire.]

12) « *À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.* » En effet, il semble que les syndicats, loin d'être un outil pour les intérêts du prolétariat, soient devenus de simples expressions de l'État. Les syndicats ne défendent pas les intérêts de la classe ouvrière et ne peuvent pas répondre à la demande réelle des travailleurs. Ils ne peuvent donc pas être utilisés comme outils pour la révolution.

13) « *À l'époque du capitalisme d'État dominant, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.* » Dans la réalité d'aujourd'hui, dans les conditions matérielles auxquelles la classe ouvrière est confrontée, il est désastreux pour les communistes de faire le moindre signe d'alliance avec la gauche du capital, c'est-à-dire avec les idéologies de la bourgeoisie, qui participent aux élections bourgeoises et qui défendent les intérêts de la bourgeoisie. Permettre à la classe ouvrière de se concentrer sur des luttes qui ne profiteraient qu'au capital et à la classe bourgeoise, c'est collaborer avec une classe qui nous considère comme des pions. Nous n'acceptons pas l'unité avec les marxistes-léninistes, les trotskistes, les

maoïstes, les anarchistes, les socialistes démocratiques ou toute autre organisation dite « anticapitaliste ». Les intérêts des travailleurs ne seront réalisés que lorsqu'ils auront développé leurs propres organes de pouvoir, et non en adhérant à un quelconque parti qui envoie ses délégués dans les chambres de l'État, ou en achetant un stupide journal. Rappelez-vous que le parti communiste de Grande-Bretagne avait un membre à la Chambre des Lords. Vous ne pouvez pas avoir un *lord* [littéralement un « seigneur », ndt] comme communiste.

14) « À l'époque du capitalisme d'État dominant, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire. » Conformément à ma réponse ci-dessus, les buts électoraux sont des buts de la bourgeoisie. La classe ouvrière n'a aucun intérêt dans des élections qui ne répondent pas à ses véritables intérêts. Les partis prétendent socialistes et communistes dans les parlements ne peuvent pas tenir les promesses d'une société sans classe et sans argent que le communisme exige, quelle que soit la sincérité de leurs promesses.

15) « Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'une ou l'autre est contre-révolutionnaire. » C'est la tâche de la classe ouvrière de substituer de sa vie les formations sociales dans lesquelles le capitalisme l'a placée. Dans ce processus, elle doit se tenir à l'écart de toute idée d'autogestion ouvrière, car cela n'abolit pas le concept de l'entreprise du capital. Faire en sorte que les travailleurs gèrent leurs propres souffrances au lieu que ce soit la bourgeoisie qui le fasse équivaut à l'auto-exploitation à mon avis. L'enfer du capitalisme, c'est l'entreprise. Que l'entreprise soit gérée de manière coopérative ou par l'État, elle doit être abolie.

16) « Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire. » L'expérience du socialisme dans un seul pays est une expérience ratée. Je dois dire que, tout en étant d'accord avec cette affirmation, je dois admettre que ces pays « socialistes » nous donnent des leçons

précieuses pour nous, communistes. Je veux dire par là que l'on peut regarder leurs défauts et leurs succès, bien que marginaux, et déduire de ces observations la vérité. La vérité étant que, pour que le socialisme surgisse, il doit se faire au niveau international, et par le biais des organes de contrôle du prolétariat (les conseils, le parti) et que ces organes doivent faire en sorte de débarrasser la société des relations sociales capitalistes au profit d'une association libre et égale de producteurs. Les pays « socialistes », passés et présents, n'ont guère fait autre chose que la nationalisation des entreprises, et générer un capital détenu par un monopole d'État. Le capital doit être aboli, ainsi que l'entreprise et l'État bourgeois.

[« L'expérience du socialisme en un seul pays (n'est pas) une expérience ratée. » Le socialisme dans un seul pays n'est pas, ne peut pas avoir été, une expérience du prolétariat, mais la manifestation de la victoire de l'opportunisme dans l'Internationale communiste et le parti russe, de leur trahison des principes de classe, en particulier de l'internationalisme prolétarien. Au final, elle est une expérience réussie de la contre-révolution capitaliste internationale et en Russie elle-même.]

17) « Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire. » Cela soulève un point important sur l'évolution des conditions matérielles. L'affirmation est que « la défense de l'idéologie nationaliste... de toute lutte de libération nationale est contre-révolutionnaire aujourd'hui. » Cette déclaration implique que les luttes de libération nationale étaient à un moment donné un pas valable dans la bonne direction, semble-t-il. Cependant, dans les conditions actuelles, le nationalisme n'est qu'une impasse pour la classe ouvrière mondiale et doit être ignoré en tant qu'outil d'émancipation prolétarienne.

18) « Par leur contenu même, les luttes parcellaires, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant identitarisme, anti-racisme, etc., au nom de l'intersectionnalité des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires. » Je suis très hésitant sur ce point, et j'ai du mal à le comprendre. Je comprends comment les luttes partielles pour ceci ou cela peuvent être cooptées et dépouillées de leur potentiel réel, et ainsi réduites à quelque chose de faible. J'ai le sentiment que cela pourrait ouvrir la porte

à une rhétorique réactionnaire contre le « parcellaire » qui empêcherait les membres de la classe ouvrière qui sont, par exemple, des personnes de couleur, LGBTQIA+, etc. d'être en mesure de réaliser leur propre libération dans le cadre du mouvement plus large visant à abolir le capitalisme et à réaliser la libération de l'ensemble de la classe ouvrière elle-même. De la même manière que la lutte antifasciste ne peut se faire par le biais d'un front uni entre libéraux et non-communistes (car il n'attaque pas le problème à sa racine : le capitalisme), la lutte antifasciste ne peut se faire par le biais d'un front uni entre libéraux et non-communistes. Les luttes antiracistes, anti-misogynes, anti-homophobes et anti-transphobes ne peuvent se faire sur le terrain des organisations bourgeoises et de la gauche du capital, car cela empêcherait sincèrement ceux qui luttent pour leur libération de le faire avec détermination. Les communistes doivent résolument ouvrir des voies pour que ceux qui font face à ces préjugés puissent lutter contre eux, au nom de la plus grande lutte contre le capitalisme. La libération des personnes de couleur, des personnes LGBTQIA+, etc. ne peut être obtenue en dehors de la lutte prolétarienne.

[Relevons tout d'abord que le camarade ne semble pas partager, du moins avoir compris, en quoi la lutte dite « anti-fasciste » est contraire à la lutte de classe du prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois quels qu'en soient les acteurs politiques, même s'ils sont de classe et révolutionnaires et même si excluant des forces politiques bourgeoises. Ensuite, il est clair que la position historique de la Gauche communiste internationale sur les « luttes parcellaires » est souvent celle que les jeunes générations de révolutionnaires, particulièrement en Amérique du nord, ont le plus de mal à comprendre et à accepter. Les idéologies gauchistes, en particulier celles liées à la théorie gauchiste-bourgeoise de l'intersectionnalité et de l'identitarisme, sont un obstacle sur le chemin de la réappropriation du programme communiste par les nouvelles forces militantes et un facteur de division au sein même des luttes prolétariennes elles-mêmes. Nous ne pouvons pas développer ici comme il conviendrait. Nous renvoyons le camarade et les lecteurs à notre article *L'intersectionnalité, une production idéologique de la pensée dominante*²³ publié dans *Révolution ou guerre #17*. Essayons juste deux mots :

- selon le camarade, à côté de l'émancipation des travailleurs et de la disparition des classes, et donc de la libération de toute l'espèce humaine de l'exploitation capitaliste et de l'avènement de la société communiste, il pourrait y avoir des libérations particulières, spécifiques, à réaliser, soit-disant « à côté » de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Il en résulte dans la

pratique que celle-ci n'est plus qu'une lutte parmi d'autres. De fait, au plan politique, cette position s'oppose au combat pour l'unité du prolétariat dans la lutte. Les syndicats, américains en particulier, l'ont bien compris jusqu'à imposer des revendications particulières pour telle ou telle catégorie de travailleurs, noirs, homosexuel, femmes, et en excluant les autres « catégories » de prolétaires²⁴, là où les communistes doivent chercher à imposer des revendications les plus unitaires possibles dans lesquelles l'ensemble des prolétaires, c'est-à-dire au-delà des corporations et des particularités, puissent se reconnaître et qu'ils puissent reprendre à leur compte ; - plus largement, pour la Gauche communiste et les révolutionnaires, « l'émancipation des ouvriers (...) implique l'émancipation universelle de l'homme [et] l'abolition de la propriété privée est donc l'émancipation totale de tous les sens et de toutes les qualités humaines » (Marx, Manuscrits de 1844). Il en résulte que le dépassement de toutes les oppressions particulières et discriminations liées au genre, à la couleur de peau, aux origines nationales ou religieuses ne peut être assumé que par la lutte révolutionnaire du prolétariat. De même, ce n'est que dans le cadre de sa lutte quotidienne que ces oppressions et discriminations particulières, réelles et inévitablement produites par la société divisée en classe et le capital, peuvent être combattues et repoussées, sinon totalement éliminées jusqu'à ce que société de classe et division du travail disparaissent.]

19) « Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat. » La terreur n'est qu'une composante de la liquidation de la lutte, surtout dans les endroits où l'État bourgeois avancé fait du terrorisme une impasse pour le mouvement réel. Je m'interroge sur une chose concernant la lutte des classes. Sauf erreur de ma part, les militants de la Gauche communiste s'abstiennent-ils de la lutte armée ? Je suis ignorant et mal informé sur le militantisme dans la Gauche communiste et ce qu'il implique, et je ne veux pas le confondre avec le terrorisme.

[La Gauche communiste internationale rejette toute action terroriste. Pour nous, le recours à la violence de

²⁴ . cf. l'article du GCCF dans *RG#17, Leçons de la lutte des enseignants aux États-Unis : le racialisme de gauche comme arme du sabotage syndical* (<http://igcl.org/Lecons-de-la-lutte-des-enseignants>).

²³ . <http://igcl.org/L-intersectionnalite-une>

classe ne peut être que le fait du prolétariat dans son ensemble, c'est-à-dire une violence de masse. Se référer au prolétariat dans son ensemble ne signifie pas l'addition de chaque travailleur, mais que la violence fait partie d'un mouvement général exprimant les intérêts de la classe à tel ou tel moment.]

20) « Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent éléments matériels permanents de la situation immédiate et facteurs directs du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte pour la constitution formelle du parti

s'impose et devient urgente. » La formation du parti mondial du prolétariat peut être la seule solution de la classe ouvrière à la destructivité du capitalisme. Le GIGC ne prétend pas être le noyau unique de l'avenir, ni le futur parti lui-même, mais ses objectifs et ses mesures doivent apparaître comme une force matérielle dans le mouvement réel si nous voulons avancer vers le communisme. Le combat que mène aujourd'hui le GIGC est le combat du prolétariat mondial, maintenant et dans l'avenir. Que les travailleurs de tous les pays s'unissent pour la société communiste !

Leo Corelli, Août 2022

Courte réponse à propos des « craintes » quant aux risques de dégénérescence du parti

Cher camarade,

Dans ton commentaire du point 1, tu affirmes que « la constitution d'un parti politique mondial du prolétariat est la clé de la réalisation du communisme » et que « ce n'est que par la création d'un parti qui comprend et représente les intérêts du prolétariat international que nous pouvons renverser le capitalisme et réaliser le communisme. » Puis, tu t'inquiètes de « la possibilité de la dégénérescence interne du parti » et du risque « qu'un parti bureaucratique centralisé et dominant dirige le prolétariat. » D'abord, telles qu'elles sont présentées ici, l'expression de tes craintes est en contradiction avec ta revendication claire du parti comme « clé de la réalisation du communisme. » Pratiquement, c'est-à-dire politiquement, poser en soi le danger de *dégénérescence* du parti ne sert pas à grand-chose sinon à émettre une réserve très forte quant à la nécessité et le rôle historique du parti, là où au contraire il faut l'affirmer haut et clair. Il ne s'agit évidemment pas de nier que le parti ne puisse subir des échecs et souffrir d'un processus opportuniste et de *dégénérescence*. La méthode marxiste, à savoir le matérialisme **historique**, aborde – et résout – la question de la *dégénérescence* du parti à partir de l'expérience historique elle-même : l'influence croissante de l'opportunisme dans les partis social-démocrates avant 1914 et dans l'Internationale communiste à partir de son 3^e Congrès, pour faire simple ; l'affrontement politique, puis de principe, en leur sein entre les courants opportunistes et les fractions de gauche ; la victoire des premiers et l'échec des secondes comme expressions et facteurs à la fois de la défaite du prolétariat en 14 et du recul de la vague révolutionnaire internationale de 1917-1923. Comment expliquer – et résoudre théoriquement et politiquement la question de – l'opportunisme gagnant l'Internationale communiste et le parti bolchevique ? Et, tout aussi important sinon plus, celle du combat que les fractions de gauche devaient mener en son sein ? La raison **fondamentale** de la *bureaucratization* du parti bolchevique ne se trouve pas à Moscou ou Petrograd, encore moins dans les supposées visées *personnelles* des *méchants* Lénine et Trotski, ou encore Staline, mais à Berlin, Budapest, Munich... : à savoir, dans l'échec de l'extension internationale de la révolution et l'isolement de la Russie révolutionnaire ravagée par trois ans de guerre impérialiste et trois autres années de guerre civile, essentiellement menée et dirigée par les impérialismes d'alors. On ne peut traiter la question de la *dégénérescence* de l'Internationale et du parti bolchevique, et en tirer le maximum de leçons, que dans ce cadre historique.

C'est aussi dans ce cadre qu'il convient de poser l'**autre question**, plus fondamentale, celle-là même que tu soulèves en craignant « que le prolétariat perde le contrôle politique (...) et qu'il soit géré par (...) un parti dégénéré », celle-là même du rapport entre le prolétariat et son parti. En Russie, une des facteurs et produits de l'opportunisme au sein du parti – et en particulier de son identification, en fait absorption, à l'État – a précisément été l'affaiblissement croissant de la participation et intervention des grandes masses prolétariennes dans les conseils ouvriers, *organes de l'insurrection et de la dictature de classe*, et vis-à-vis de l'État dit *prolétarien*. **Ce faisant, ce n'est pas seulement les soviets qui s'affaiblissaient, mais le parti lui-même.** Encore une fois, ce phénomène ne peut pas être expliqué par les *méchants apprentis dictateurs* Lénine et Trotski, ni par l'infâme aventurier Staline, mais par le reflux de la révolution en Europe occidentale, puis son échec définitif, l'isolement de la révolution en Russie qui en découla et les conditions dramatiques qui y prévalaient après plus de six ans de destructions massives et sanglantes.

Voilà, cher camarade, les quelques mots de réponse que nous voulions te faire.

Dans l'attente de tes commentaires, salutations internationalistes, le GIGC

Lutte contre l'opportunisme

Combattre contre l'introduction de l'anarchisme au sein du camp prolétarien

Depuis plusieurs années, il est une tendance au sein des groupes se revendiquant de la Gauche communiste à mettre sur le même plan le courant marxiste et le courant anarchiste. L'un et l'autre seraient également traversés par un courant révolutionnaire authentique et un courant contre-révolutionnaire, ou encore présentés comme « réformistes ».

Le CCI opportuniste d'aujourd'hui s'est particulièrement distingué dans cette approche vis-à-vis de l'anarchisme. Son argumentation principale est qu'il faut distinguer entre l'« anarchisme internationaliste » et « non-internationaliste ». Pour lui, le mouvement anarchiste ou plus précisément l'« anarchisme internationaliste » fait partie du camp prolétarien : « Concrètement, notre organisation, qui est marxiste, considère qu'elle lutte pour le prolétariat **aux côtés** des militants anarchistes internationalistes. » (Révolution internationale #414) *Pire même selon lui, les courants marxiste et anarchiste seraient traversés par les mêmes contradictions et erreurs politiques. Dans un article de 2010 au titre provocateur pour tout marxiste conséquent, Gauche communiste et anarchisme internationaliste : ce que nous avons en commun (idem), le CCI proclame que « sous la même étiquette "marxiste", se cachent des organisations authentiquement bourgeoises et réactionnaires. Il en est de même sous l'étiquette "anarchiste". » Jetant à la poubelle la lutte historique de principe et politique du marxisme contre l'anarchisme, et au nom de l'anti-sectarisme (!), il affirme qu'il « faut donc aussi lutter contre la tendance encore trop grande à la défense de sa 'chapelle', de sa 'famille' (anarchiste ou marxiste) et contre l'esprit de boutique (pauvres Marx et Engels réduits à des boutiquiers de par leur combat contre la faction Bakounine au sein de la 1^{er} Internationale !) qui n'a rien à faire dans le camp de la classe ouvrière (...) et savoir distinguer les révolutionnaires (...) des réactionnaires, sans se focaliser sur la seule étiquette "marxisme" ou "anarchisme". » Ainsi, définir le plus clairement possible le caractère de classe du courant politique anarchiste est de première importance pour nous, et plus généralement pour la nouvelle génération de révolutionnaires d'aujourd'hui.*

C'est précisément dans ce but que nous publions le texte suivant sur le cas spécifique de Makhno et de la "Makhnochtchina". Il a été écrit par un de nos sympathisants, aujourd'hui membre de notre groupe, à partir de discussions et de confrontations au sein du nouveau milieu nord-américain sur cette question.

L'équipe de rédaction

Le caractère de classe non-prolétarien du mouvement Makhnoviste

Dans le camp prolétarien en général, il y a eu souvent une confusion sur la nature du mouvement anarchiste, en particulier le mouvement makhnoviste. Certains affirment même que le mouvement makhnoviste était un véritable mouvement prolétarien. Voyons donc l'expérience de la *Makhnochtchina*, comment elle a traité le prolétariat et la situation économique sous le règne de Makhno.

Bien que les anarchistes prétendent que le mouvement makhnoviste faisait partie du mouvement ouvrier, Voline, l'un des camarades de Makhno qui participait activement à l'insurrection, a déclaré que l'un des « cotés faibles du mouvement » était « l'absence d'un vigoureux mouvement ouvrier organisé, qui pût appuyer celui des paysans insurgés. »²⁵ Cela a conduit le mouvement makhnoviste à prendre ouvertement le parti de la paysannerie sans la direction politique du prolétariat et de son parti de classe. Nous expliquerons cela plus en détail lorsque

nous reviendrons sur l'expérience des makhnovistes.

De plus, Peter Archinov, anarchiste ukrainien et chroniqueur du soulèvement de Makhno, dans son ouvrage sur les Makhnovistes, affirme que les ouvriers et les masses étaient derrière les communistes (bolcheviques). « (...) la différence entre les communistes et Wrangel était que les communistes avaient le soutien des masses qui avaient foi en la révolution. »²⁶ Cependant, selon Alexandre Skirda, historien anarchiste, la compréhension que Makhno avait de la classe ouvrière, après avoir vu les ouvriers prendre parti pour les bolcheviques et les Socialistes Révolutionnaires de gauche²⁷, était que « la classe ouvrière était moins radicale que la paysannerie

²⁵ . Voline, La révolution inconnue, <https://files.libcom.org/files/Volin%20The%20unknown%20revolution.pdf>

²⁶ . Peter Arshinov, Op.cit.

²⁷ . « Le Parti socialiste-révolutionnaire est né à Berlin en 1901 par la réunion des groupes de Russie, de l'Union des socialistes révolutionnaires à l'étranger et de la ligue socialiste agraire, qui conserve son autonomie (Victor Tchernov, Brechko-Brechkovskaïa, Guerchouni, Gots). Il se réclame du groupe terroriste Narodnaïa Volia (Volonté du peuple) disparu dans la répression qui a suivi l'assassinat de l'empereur Alexandre II en mars 1881. Contrairement au Parti ouvrier social-démocrate de Russie d'inspiration marxiste, le SR met en avant la classe paysanne plutôt que la classe ouvrière. » (Wikipedia)

pauvre. Makhno l'a bien compris lorsqu'il a occupé Ekaterinoslav pendant un mois et demi à partir du 9 novembre 1919. »²⁸

Ces déclarations ne sont pas les mots des staliniens ou des trotskystes, mais les mots des camarades anarchistes de Nestor Makhno et des historiens anarchistes. Tout groupe du camp prolétarien qui tente de montrer le mouvement makhnoviste comme un mouvement prolétarien ayant la capacité d'abolir les relations capitalistes, tombe dans l'opportunisme et cela devrait être corrigé.

Tout aussi fausse est la comparaison faite entre le principe anarchiste du fédéralisme et le centralisme démocratique du marxisme, ou le fait de prétendre que ces positions théoriques ne sont que des différences terminologiques, ou qu'« elles ne délimitent pas le camp bourgeois ou prolétarien »²⁹, une comparaison qui est théoriquement incohérente avec le communisme et anti-marxiste par nature.

La Plateforme « Makhnoviste » d'Organisation des Anarchistes de 1926

Il est intéressant de relever que, pour le CCI, la Plateforme organisationnelle de l'Union générale des anarchistes³⁰ (ci-après dénommée Plate-forme), « avait, à juste titre, soutenu que l'une des raisons de l'écrasement de la résistance à la contre-révolution en Russie était que ceux qui résistaient, et en particulier les anarchistes, n'avaient aucune cohérence organisationnelle et programmatique. Il s'agissait fondamentalement d'une réponse de classe saine au problème de l'opposition à la dégénérescence de la révolution. »

Une réponse saine à la contre-révolution stalinienne ? Qu'en est-il exactement ? Elle parle ouvertement du système de production de la société anarchiste, dans lequel chaque unité de production commercerait directement avec les autres sans qu'aucun organe centralisé ne les coordonne. En effet, ils ne parlent que des administrations locales. Un changement d'échelle dans cette économie mercantile de production de marchandises ne modifie en rien la structure de base de la société par rapport à la structure capitaliste actuelle.

« La classe moyenne qui, dans la société capitaliste moderne, exerce des fonctions intermédiaires et improductives — le commerce et autres — de même que la bourgeoisie, devront

prendre part à la nouvelle production, dans les mêmes conditions que tous les autres travailleurs... Les fonctions organisatrices passeront, dans la nouvelle production à des organes administratifs créés spécialement à cet effet par les masses ouvrières : soviets ouvriers, comités d'usine ou administration ouvrières des entreprises et des usines. **Ces organes, reliés entre eux sur le plan d'une commune, d'un district, et ensuite de tout le pays, formeront des institutions de communes, de districts, et enfin générales et fédérales de gestion de la production. »**

Le CCI essaie de trouver une influence marxiste sur la Plate-forme, en mentionnant qu'en raison de la conscience de la Plate-forme de la société de classe et de l'antagonisme de classe enraciné en son cœur ; donc, en raison de cette reconnaissance, ils auraient été influencés par Marx et Engels.

Une telle affirmation est incorrecte, car Marx a déclaré dans une lettre à J. Weydemeyer que :

« Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; que la lutte des classes mène nécessairement à la **dictature du prolétariat** ; que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers **l'abolition de toutes les classes** et vers une **société sans classes**. »³¹

Ainsi, reconnaître l'existence d'une société de classe n'est pas quelque chose de spécial et d'unique à la théorie marxiste. Cependant, c'est la dictature de classe du prolétariat comme moyen de transition vers une société sans classe qui constitue la méthode marxiste avancée.

Pour la Plate-forme elle-même, la « période de transition » n'a rien à voir avec la position matérialiste historique (c'est-à-dire marxiste) d'une « société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue ».³² La notion même de période transitoire serait anti-anarchiste dans son essence, comme le dit la Plate-forme.

« L'idée de la période transitoire, selon laquelle la révolution sociale doit aboutir, non pas à la société communiste, mais à un système X, conservant les éléments et les survivances du

²⁸ . Traduit de l'anglais par nous, Alexandre Skirda, Paul Sharkey - Nestor Makhno Anarchy's Cossack The Struggle for Free Soviets in the Ukraine (1917-1921)

²⁹ . <https://en.internationalism.org/wr/336/anarchism>

³⁰ . « En 1926, Archinov, Makhno, Ida Mett, Valesvsky et Linsky font paraître leur « programme », la Plateforme d'organisation de l'Union Générale des Anarchistes (voir le texte russe original dans le numéro double 13-14 du journal Dielo Trouda). » (site Archives révolutionnaires, <https://archivesrevolutionnaires.com/2020/10/10/plateforme-dorganisation-des-communistes-libertaires-1926/>)

³¹ . Lettre de Marx à J. Weydemeyer, 5 mars 1852 (<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1852/03/km18520305.htm>)

³² . Marx, Critique du Programme de Gotha, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500a.htm>

vieux système capitaliste est antisociale par essence. »³³

Il y a plusieurs exemples de méthode idéaliste et anti-marxiste dans la Plate-forme. La démarche et les formulations n'ont pas été influencées par le Manifeste Communiste mais par les socialistes utopiques et les anarchistes petits-bourgeois. Par exemple :

« En même temps, le système de cette société maintient délibérément les masses laborieuses dans un état d'ignorance et de stagnation mentale : il empêche par la force le relèvement de leur niveau moral et intellectuel, afin d'en avoir plus facilement raison. »

« Sur toutes ces questions et sur nombres d'autres, la masse exige des anarchistes une réponse claire et précise. Et du moment que les anarchistes prônent une conception de la révolution et de la structure de la société, ils sont obligés de donner à toutes ces questions une réponse nette, de relier la solution de ces problèmes à la conception générale du communisme libertaire et de consacrer toutes leurs forces à leur réalisation effective. Dans ce cas seulement, l'Union Générale des Anarchistes et le mouvement anarchiste assurent complètement leur fonction théorique motrice dans la révolution sociale. »

Ou encore, « Les anarchistes considèrent l'État précisément comme obstacle principal, usurpant les droits des masses et leur enlevant toutes les fonctions de la vie économique et sociale. L'État doit périr, non pas d'un jour dans la société future, mais tout suite. Il doit être détruit par les travailleurs le premier jour de leur victoire, et **ne doit pas être rétabli sous quelque forme que ce soit**. Il sera remplacé par un système fédéraliste des organisations de production et de consommation des travailleurs unifiées fédéralement et s'auto-administrant. Ce système exclut aussi bien l'organisation de l'Autorité que la dictature d'un parti que qu'il soit. »³⁴

Ces déclarations sont idéalistes au plus haut point. Comme nous l'ont montré Marx et Engels dans *L'idéologie allemande*, « les idées de la classe dominante sont aussi, à toute époque, les idées dominantes. »

« Pourquoi les anti-autoritaires ne se bornent-ils pas à s'élever contre l'autorité politique, contre l'État ? Tous les socialistes sont d'accord que l'État politique et avec lui l'autorité politique disparaîtront en conséquence de la prochaine révolution sociale, à savoir que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives protégeant les véritables intérêts so-

ciaux. Mais les anti-autoritaires demandent que l'État politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement ? Donc, de deux choses l'une: ou les anti-autoritaires ne savent pas ce qu'ils disent, et, dans ce cas, ils ne sèment que la confusion; ou bien, ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction. »³⁵

En réduisant la lutte des classes à la lutte des idées et par leur position sur la période de transition et sur la structure de la société future, la plate-forme anarchiste est un exemple clair de la nature petite-bourgeoise de l'anarchisme. Il n'y a rien de matérialiste et d'historique dans la méthode anarchiste et ses théories. Le concept de classe n'a jamais été au centre de leurs positions théoriques et il est traité comme un simple accessoire.

L'anarchisme en théorie et pratique

En ce qui concerne l'utilisation de la théorie marxiste par le courant anarchiste, nous pouvons voir qu'ils ont tendance à prendre les parties qui conviennent à leur vision moraliste tout en rejetant les parties qui ne leur conviennent pas ainsi que la méthode dans son ensemble. Par exemple, ils prendraient la compréhension du travail salarié pour le déclarer exploiteur et donc contraire à leur notion de moralité, mais ils ne comprennent pas la nécessité de la centralisation et de la suppression des unités de production autonomes ainsi que du mercantilisme et du commerce entre eux qui fait partie de la théorie marxiste depuis la première Internationale et les contributions théoriques de celle-ci.

Dans le camp prolétarien, ces écrits opportunistes et la tentative d'ignorer la différence réelle, de classe, entre le mouvement communiste et le mouvement anarchiste doivent être critiqués. Tout au long de la lutte de la classe ouvrière et de la lutte au sein de la Première

³³ . La version française diffère de manière assez importante avec la version anglaise, publiée sur le site libcom, et sur laquelle cet article rédigé en anglais se base : « L'idée de la période de transition, selon laquelle la révolution sociale devrait culminer non pas dans une société anarchiste, mais dans une autre forme de système conservant des éléments et des reliques de l'ancien système capitaliste, est anti-anarchiste dans son essence. » Nous laisserons les anarchistes se débrouiller avec leurs divergences, d'autant que les deux versions ne changent rien quant à la question de fond et de principe.

³⁴ . *idem*. Nous soulignons

³⁵ . F. Engels, 1872, (<https://mediascitoyens-diois.info/2021/05/de-l'autorite-friedrich-engels/>)

Internationale, l'anarchisme en tant que tel³⁶ a directement ou indirectement pris parti contre le prolétariat et son parti révolutionnaire centralisé et en aucun cas il peut être considéré comme révolutionnaire ou internationaliste en tant que courant politique du fait de son apolitisme et sa pratique économiste.

Il existe de nombreux exemples historiques du caractère fondamentalement anti-ouvrier de l'anarchisme, jusqu'à aujourd'hui, y compris son soutien à l'État bourgeois en Espagne de 1936 à 1939, sa prise de partie dans la guerre impérialiste de 1914-1918, ou la situation actuelle de la guerre impérialiste entre l'Ukraine et la Russie où la majorité écrasante des anarchistes ont soit soutenu l'un des camps, soit rejoint leurs forces armées³⁷. Depuis le tout début du développement du mouvement ouvrier, les militants anarchistes qui ont pu rester fidèles à l'internationalisme prolétarien n'ont pu le faire que dans la mesure où ils cessaient d'être anarchistes. Ce fut le cas de nombreux anarchistes qui participèrent à la Révolution Russe et devinrent membres du parti bolchevique ou adhèrent à l'International communiste, comme Victor Serge, Andres Nin, et tant d'autres, précisément parce qu'ils rompirent politiquement avec l'anarchisme.

Il existe d'autres cas où Makhno et ses forces armées ont directement attaqué et exécuté des sympathisants communistes, des bolcheviques et des ouvriers qui les soutenaient. Par exemple, Michael Malet (un anarchiste à l'époque où il a écrit ce livre) parle d'un communiste appelé Polonsky dans les rangs de l'Armée noire. Le malheureux Polonsky a assisté à une réunion provinciale du parti bolchevique et Makhno a ordonné à ses forces de contre-espionnage de les exécuter tous.

« Les activités de Polonsky à Nykopil et ses allées et venues à Katerynoslav, même si certaines d'entre elles étaient liées à des affaires militaires, ont dû être remarquées. Une conférence du personnel de commandement s'est tenue à Katerynoslav le 4 décembre. En plus de Polonsky, d'autres

communistes de Nykopil sont venus pour une réunion du comité provincial du parti, où il a eu l'imprudence de faire un rapport sur ses activités. Après la fin de la conférence, à minuit, Polonsky a invité Makhno et d'autres amis proches à revenir dîner. Une heure plus tard, Karetnyk, Chubenko et Vasylyvsky ligotèrent Polonsky et certains des bolcheviks de Nykopil et de Katerynoslav. Leur condamnation à mort ne fut qu'une simple formalité une fois remis à la kontrrazvedka (contre-espionnage). Ils furent emmenés à la rivière et fusillés. »³⁸

Dans le même ouvrage, Malet mentionne un conflit entre les ouvriers de la région occupée par l'insurrection paysanne de Makhno, au cours duquel les ouvriers ont été volés par Makhno et ont subi les conséquences de la conception utopique de l'économie que Makhno avait mise en pratique. L'objectif de Makhno était d'établir une forme de relation de troc entre les communes paysannes et les travailleurs des villes.

« Les makhnovistes (à Olexandrivske) organisèrent deux conférences ouvrières, au cours desquelles les ouvriers étaient invités à reprendre la production sous leur propre contrôle et à établir des relations directes avec les paysans. Les ouvriers n'étaient pas très enthousiastes et voulaient des salaires... Un malentendu typique se produisit lorsque les Makhnovistes envoyèrent quelques armes capturés aux blancs [à l'armée blanche contre-révolutionnaire] au grand chantier de Briansk chargé de l'entretien des écluses. Le travail ayant été effectué, les ouvriers demandaient à être payés. Comme on pouvait s'y attendre, ils se sentirent insultés par l'offre d'un petit paiement en nature. Furieux à son tour de cette apparente ingratitude, Makhno ordonna que les armes soient prises sans aucun paiement. (...) Il publia ensuite un article dans le journal des insurgés, dans lequel il s'en prenait aux ouvriers de Bryansk en les qualifiant de "racailles, d'égoïstes et de maîtres chanteurs, qui tentent d'accroître leur prospérité aux dépens du sang et de l'héroïsme de leurs combattants du front". »³⁹

Le mouvement makhnoviste était loin d'être un mouvement ouvrier ou même une exception. Il était la conséquence exacte de la méthode anarchiste et de son caractère petit-bourgeois. Il n'est pas nécessaire d'essayer de purifier ces expériences des anarchistes et, ce faisant, de tomber dans l'opportunisme. Plutôt que d'essayer de concilier deux traditions très divergentes, nous devrions noter comment Engels voyait le mouvement anarchiste à la fois par son activité dans la Révolte espagnole de 1873 et par leur aventurisme dans la Première Internationale.

³⁶ . C'est-à-dire en tant que courant politique. Nous ne tenons pas compte de la démarche individuelle des militants anarchistes, comme nous ne le faisons pas pour les trotskistes ou les gauchistes, qui, pour certains, peuvent être et sont certainement honnêtement convaincus de lutter pour la révolution prolétarienne. Mais précisément pour ces individus, le mieux que nous puissions faire pour eux est de dénoncer par l'argumentation, mais clairement et directement, le caractère de classe petite-bourgeois de l'anarchisme dans le passé et sa pleine intégration à la gauche ou au capital aujourd'hui, c'est-à-dire dans son appareil politique même. Et surtout ne pas les laisser avec une quelconque illusion sur l'anarchisme ou le trotskisme comme courant de classe. (note de l'équipe éditoriale)

³⁷ . « *Le Manifeste des Seize* est rédigé en 1916 par Pierre Kropotkine et Jean Grave puis signé par 16 personnalités du mouvement libertaire, qui prennent parti pour le camp des Alliés et contre l'agression allemande lors de la Première Guerre mondiale » (wikipedia)

³⁸ . Traduit de l'anglais par nous, Michael Malet, *Nestor Makhno in the Russian civil war*, (<https://theanarchistlibrary.org/library/michael-malet-nestor-makhno-in-the-russian-civil-war>)

³⁹ . *Idem*.

« Les anarchistes posent le problème à l'envers. Ils disent que la révolution prolétarienne doit commencer par l'élimination de l'organisation politique de l'État. Mais après la victoire du prolétariat, c'est justement l'État qui représente l'unique organisation que la classe ouvrière triomphante trouve en place pour son usage. Certes, cet État demande d'importantes modifications avant de pouvoir assumer ses nouvelles fonctions. Mais le détruire complètement à un tel moment équivaudrait à détruire le seul appareil à l'aide duquel le prolétariat triomphant peut assumer le pouvoir qu'il vient de conquérir, réprimer ses ennemis les capitalistes et réaliser la révolution économique de la société sans laquelle toute sa victoire se terminerait inexorablement par une défaite et l'extermination massive des ouvriers, comme ce fut le cas après la Commune de Paris. »⁴⁰

Historiquement, les anarchistes ont été désorganisés et inconstants, non seulement dans leurs tactiques mais aussi dans leur compréhension théorique. Dans leur soutien à l'État républicain bourgeois dans la guerre civile espagnole, ils ont d'abord crié "mort à l'État" puis ils ont dit que :

« Le gouvernement (l'État. républicain) à cette heure, en tant qu'instrument régulateur des organismes de l'État., a cessé d'être une force oppressive contre la classe ouvrière, de même que l'État. ne représente plus l'organisme qui divise la société en classes. Et tous deux auront encore moins tendance à opprimer le peuple grâce à l'intervention de la CNT. »⁴¹

Ou encore, leur soutien aux bolcheviques dans la guerre civile russe, qui s'est ensuite retourné et qu'ils ont commencé à théoriser et à qualifier le mouvement bolchevique de mouvement bourgeois dès le début. Sans même essayer de comprendre la Révolution Russe comme une révolution internationale et la nécessité d'une telle révolution internationale pour former une société communiste. Ce changement de position chez les anarchistes a été adopté non seulement par les anarchistes qui ont pris parti dans la Première Guerre mondiale, mais aussi par ceux qui ont rejeté le Manifeste des Seize et adopté une position "internationaliste". Leur internationalisme n'est que de nom et non en théorie ou même en action car une révolution internationaliste n'a jamais été une nécessité pour eux afin de réaliser la disparition des classes.

Cette tendance à l'apolitisme montre que les anarchistes ne peuvent pas comprendre les nécessités matérielles d'une révolution, ce qui les conduit à abandonner la révolution même lorsque le prolétariat

fait un seul pas en arrière mais nécessaire. Jusqu'à appeler à la formation de camps de travail – à l'époque également appelés camps de concentration – sous l'égide de l'État républicain en Espagne et à utiliser la propagande nationaliste pour rallier davantage de personnes à leur cause.⁴² Ces pratiques peuvent sembler en contradiction avec leur conception de l'autorité et de la hiérarchie, mais dans le contexte de leur alliance avec l'État bourgeois et de l'oppression des travailleurs dans les régions qu'ils contrôlent, elles deviennent des actes "nécessaires".

Fédéralisme : la préservation du capitalisme

Comme nous l'avons montré ci-dessus, on peut constater que l'utopisme économique proudhonien est quelque chose d'inné dans l'anarchisme. La structure économique du fédéralisme ou de la décentralisation et l'autogestion sont constamment défendues dans différents travaux théoriques anarchistes.

Comme l'ont montré les camarades du GIGC et de la TCI dans leurs travaux sur la guerre civile espagnole⁴³, la structure sociale avancée par l'anarchisme, avec les îlots de pouvoir indépendants et autonomes qui troquent et échangent directement des marchandises entre eux, conduira à la préservation de la valeur d'échange et, par conséquent, de la production de marchandises et du travail salarié.

Avec le troc, un système monétaire rendra plus facile l'équivalence des marchandises pour l'échange, et cette équivalence des marchandises signifie le renforcement de la production de marchandises et non son extinction. Par conséquent, le capitalisme et l'exploitation de la force de travail continueront, sans s'éteindre.

« En tant que moyen d'échange, l'argent apparaît comme médiateur nécessaire entre la production et la consommation. Dans le système de l'argent développé, on ne produit que pour échanger, ou encore on ne produit qu'en échangeant. En rayant l'argent, on serait donc soit rejeté à un stade inférieur de la production (auquel correspond l'existence parallèle accessoire du troc), soit on passerait à un stade supérieur où la valeur d'échange ne serait plus la première détermination de la marchandise, parce que le travail universel dont la valeur d'échange est le représentant n'apparaîtrait plus comme travail seulement privé transmis à la collectivité. »⁴⁴

Tout cela montre que, dans la pratique, l'anarchisme n'est rien d'autre que le rêve de la petite-bourgeoisie d'un échange libre et de la continuation du marché

⁴⁰ . Lettre d'Engels à Philipp Van Patten – 1883 (Marx-Engels, Correspondances, Éditions du progrès, 1981)

⁴¹ . *Solidaridad Obrera*, journal anarchiste de la CNT, cité dans la brochure de la TCI sur la guerre en Espagne, *Spain 1934-39: From Working Class Struggle to Imperialist War* (<https://www.leftcom.org/en/articles/2011-09-01/spain-1934-39-from-working-class-struggle-to-imperialist-war>).

⁴² https://files.libcom.org/files/WorkersAgainstWork-Seidman_0.pdf

⁴³ http://igcl.org/Spain-1936-Can-There-be-a-_____and <https://www.leftcom.org/en/articles/2011-09-01/spain-1934-39-from-working-class-struggle-to-imperialist-war>

⁴⁴ . K. Marx, *Manuscripts de 1857-1858*, Éditions sociales, 1980.

libre et donc des relations sociales et économiques capitalistes.

Même à l'époque de Marx et d'Engels, les anarchistes défendaient le fédéralisme, qu'ils tenaient de Proudhon et d'autres théories socialistes utopiques. Quelque chose qu'Engels, lors du 20e anniversaire de la Commune de Paris, en se positionnant sur la situation économique de la Commune, caractérisait comme obsolète.

« En 1871, même à Paris, ce centre de l'artisanat d'art, la grande industrie avait tellement cessé d'être une exception que le décret de loin le plus important de la Commune instituait une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais aussi réunir toutes ces associations dans une grande fédération; bref, une organisation qui, comme Marx le dit très justement dans *La Guerre civile*, devait aboutir finalement au communisme, c'est-à-dire à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon. Et c'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme. Cette école a aujourd'hui disparu des milieux ouvriers français; c'est maintenant la théorie de Marx qui y règne sans conteste, chez les possibilistes pas moins que chez les « marxistes ». Ce n'est que dans la bourgeoisie « radicale » qu'on trouve encore des proudhoniens. »⁴⁵

Comme nous pouvons le voir, le soutien des Makhnovistes au fédéralisme est similaire au fédéralisme des anarchistes pendant la guerre civile espagnole et au fédéralisme de l'économie Proudhonienne.

Il ne s'agit pas d'une simple répétition de la terminologie des révolutionnaires du passé, mais de l'héritage de leurs expériences historiques.

Il ne s'agit pas d'une simple répétition de la terminologie des révolutionnaires du passé, mais de

l'héritage de leurs expériences historiques avec le mouvement anarchiste et leur relation avec la lutte prolétarienne internationale. Ces expériences prouvent que la nature gauchiste, donc bourgeoise, du

mouvement anarchiste n'est pas si différente de celle des staliniens et des trotskystes. En identifiant le mouvement anarchiste comme étant de gauche – l'aile gauche du capital – nous comprenons pourquoi il faut le traiter non pas comme un courant révolutionnaire et militant du camp prolétarien, mais comme une force à part entière de la classe capitaliste.

En fin de compte, aux camarades du camp prolétarien qui justifient leur soutien ou leur reconnaissance du mouvement anarchiste comme authentiquement révolutionnaire et prolétarien par des excuses telles que « l'unité des travailleurs » ou « gagner l'attention des anarchistes », nous ne pouvons que dire :

« On a manifestement voulu escamoter toute critique et ne pas donner au Parti proprement dit le temps de réfléchir. On sait que le simple fait de la coalition satisfait les ouvriers ; mais ceux qui pensent que ce succès instantané n'a pas été payé trop cher, se trompent. »⁴⁶

Daron, octobre 2022

Bilan #14, 1935 Quand manque un parti de classe

« Si nous nous attardons sur l'attitude des anarcho-syndicalistes pendant les événements d'Espagne, ce n'est certes pas par sectarisme ou pour provoquer des polémiques stériles. Mais nous nous trouvons ici en face d'un pays – vraiment le seul si l'on fait abstraction de l'Amérique latine – ou l'influence de l'idéologie anarchiste parmi les masses ouvrières se pose d'une façon aiguë alors que même en Russie ce problème fut très restreint. Ce problème doit être examiné parce qu'à la lueur des faits l'anarcho-syndicalisme se révèle une force négative pour les intérêts de la classe ouvrière, force qui ne veut pas tenir compte d'un siècle d'expériences de classe et de la signification d'Octobre 1917. »

⁴⁵ . Engels, *Introduction à La Guerre civile en France*, <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1891/03/fe18910318.htm>

⁴⁶ . Marx à W. Bracke, 5 mai 1875, correspondances, Éditions du progrès.

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec)

- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie

- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

Royaume-Uni

- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

Canada (Colombie-Britannique)

- Spartacus Books, 101-1983 Commercial Drive, Vancouver, V5N 4A8

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #22 (Septembre 2022)

Ne pas laisser l'initiative et la direction des luttes aux syndicats

Grèves au Royaume Uni : pour l'augmentation des salaires, se mettre en grève partout sans attendre

Réponses aux critiques sur notre tract sur les luttes au Royaume Union

La crise du coût de la vie est une crise du capital (TCI)

Réponse aux commentaires critiques de la TCI sur nos thèses sur la guerre en Ukraine

Correspondance avec le Red Specter Collective (USA)

Critique à la contribution *Capitalisme et démocratie* du précédente numéro

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève*

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.